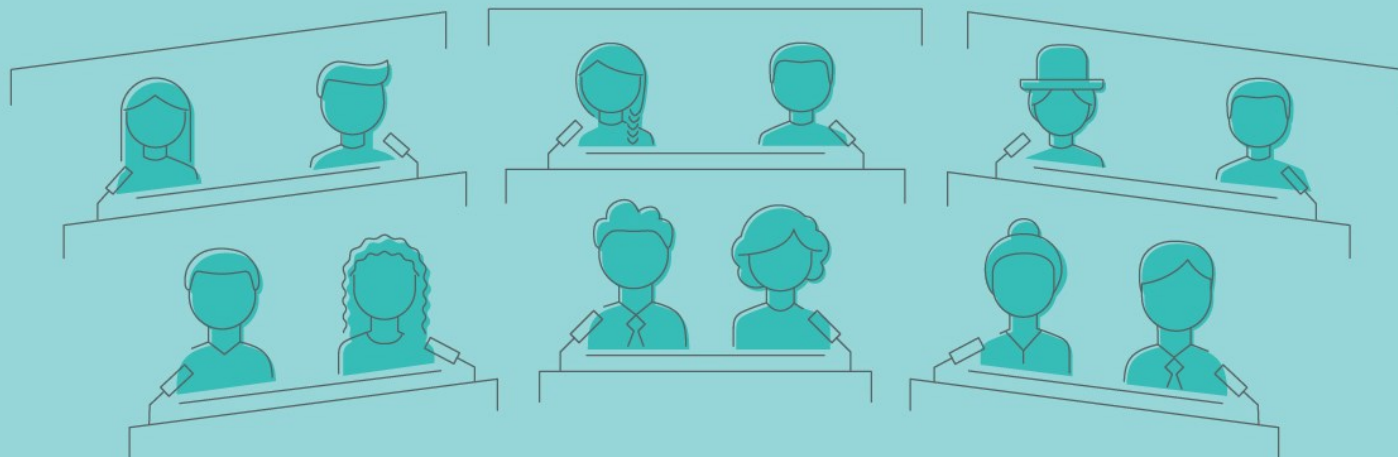




# **CADRES RÉGLEMENTAIRES POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE AU PROCESSUS LÉGISLATIF EN AMÉRIQUE ET DANS LES CARAÏBES**



Canada 

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier du Gouvernement du Canada.

## Table des matières

Introduction .....	2
Résumé des mécanismes de participation citoyenne réglementés en Amérique et aux Caraïbes .....	2
Articles de lois ou de règlements par type de mécanisme de participation citoyenne .....	5
1. Consultations du public, d'experts ou de témoins lors de sessions de commission et la réception et l'inclusion des contributions citoyennes .....	5
2. Initiatives législatives populaires .....	19
3. Audiences et consultations publiques .....	42
4. Désignation de citoyennes ou de citoyens en tant que membres du parlement ou d'une commission .....	53
5. Autres mécanismes .....	55

## Introduction

Cette publication fournit une liste des cadres réglementaires pour la participation citoyenne dans le processus législatif d'Amérique et des Caraïbes, dans le but de compléter le Kit d'outils : Participation citoyenne dans le processus législatif.

Pour cette publication, la constitution nationale, les lois et les règlements des parlements des 35 pays des Amériques et des Caraïbes ont été examinés afin de compiler les mécanismes de participation citoyenne réglementés par ces dispositifs juridiques.

Cette recherche a permis d'identifier quatre mécanismes présents dans les lois et les règlements d'un grand nombre de pays étudiés : les consultations du public, d'experts ou de témoins lors de sessions de commission et la réception et l'inclusion des contributions citoyennes sont réglementées (23 pays); les initiatives législatives populaires (17 pays); les audiences et consultations publiques (11 pays) et; la désignation de citoyennes ou de citoyens en tant que membres du parlement ou d'une commission est réglementée (quatre pays). Cinq autres pratiques de participation citoyenne ont également été identifiées : la hiérarchisation d'initiatives législatives (un pays); les consultations populaires de projets de loi (un pays); les consultations pré-législatives (un pays); le travail parlementaire dans les circonscriptions (deux pays) et; la participation du public dans la désignation d'autorités par le parlement (deux pays).

## Résumé des mécanismes de participation citoyenne réglementés en Amérique et aux Caraïbes

Type de mécanisme	Description	Pays
<b>1. Consultations du public, d'experts ou de témoins lors de sessions de commission et la réception et l'inclusion des contributions citoyennes</b>	Mécanismes permettant d'inviter le public, des experts et des témoins à envoyer des propositions, des suggestions ou des contributions, et à participer aux sessions de commission dans certains cas. Dans peu de cas, le public ou les personnes intéressées peuvent demander à participer à la commission lorsqu'une question traitée les concerne.	Les Bahamas, La Barbade, Belize, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, Le Salvador, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, République dominicaine, Paraguay, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela

<b>2. Initiatives législatives populaires</b>	Mécanismes permettant au public de présenter des initiatives de loi à son parlement. Elles peuvent porter sur différents sujets selon les dispositions et restrictions de chaque pays et, dans la majorité des cas, elles doivent être soutenues par un certain nombre de signatures.	Argentine, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela
<b>3. Audiences et consultations publiques</b>	Mécanismes permettant aux commissions et autres organismes parlementaires d'organiser des activités pour connaître et intégrer les contributions du public à leur travail. À la différence du mécanisme précédent, celui-ci a une procédure propre et ne se déroule généralement pas pendant les sessions de commission.	Argentine, Bolivie, Chili, Cuba, Le Salvador, Guatemala, République dominicaine, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Venezuela
<b>4. Désignation de citoyennes ou de citoyens en tant que membres du parlement ou d'une commission</b>	Mécanismes permettant de désigner des personnes représentant des groupes ou des secteurs publics pour participer en qualité de membres du parlement et/ou à des commissions afin de garantir que le travail parlementaire soit en harmonie avec les demandes du public.	Belize, Costa Rica, Grenade et Guyane
<b>5. Autres mécanismes</b>	<p><b>Hiérarchisation d'initiatives législatives</b> Conformément aux règlements de la Chambre des députés et du Sénat de la République dominicaine, les présidentes ou les présidents convoquent des autorités et entités publiques, ainsi que le public ou des représentantes et représentants de la société civile afin de hiérarchiser des initiatives législatives pour la législature annuelle du parlement en début d'année.</p> <p><b>Consultations populaires de projets de loi</b> Conformément à la Constitution argentine, la Chambre des</p>	Argentine, Bolivie, Équateur, Mexique, Pérou et République dominicaine

députés peut soumettre à consultation populaire une initiative législative qui, une fois approuvée lors de cette consultation, devient automatiquement une loi.

### **Consultations pré-législatives**

Conformément à la Constitution équatorienne, les communes, villages et communautés indigènes ont un droit de consultation. En vertu de cela, le Parlement a élaboré des instructions pour l'application de la consultation pré-législative dans le cas où une initiative peut affecter les droits de ces populations.

### **Travail parlementaire dans les circonscriptions**

Conformément aux Règlements des Chambres des députés et des sénateurs de Bolivie, et aux Règlements du Congrès du Pérou, les parlementaires ont des obligations envers leurs représentées et représentés dans leurs circonscriptions respectives.

### **Participation citoyenne dans la désignation d'autorités par le parlement**

Conformément au Règlement de la Chambre des députés d'Argentine, ainsi qu'à la Constitution et à la loi fédérale sur la transparence et l'accès à l'information publique du Mexique, des audiences publiques doivent être organisées pour désigner des autorités devant être approuvées par le parlement. Parmi elles, il existe la possibilité de postuler (Mexique), de recevoir des observations de toute personne, ou d'inviter des chercheurs, universitaires et organisations de la société civile possédant une expertise dans les questions à traiter.

---

## Articles de lois ou de règlements par type de mécanisme de participation citoyenne

Dans cette section, vous trouverez les articles des cadres réglementaires pour la participation citoyenne, classés par type de mécanisme. Les articles ont été extraits du texte original de la loi ou du règlement, et sont présentés dans la langue officielle de leur pays. Si vous souhaitez explorer davantage un mécanisme en particulier, le Secrétariat international de ParlAmericas pourra vous aider dans la traduction des articles concernés et vous fournir les coordonnées des parlements correspondants pour en savoir plus sur leur expérience, y compris les avantages et les inconvénients du mécanisme en question.

### 1. Consultations du public, d'experts ou de témoins lors de sessions de commission et la réception et l'inclusion des contributions citoyennes

#### Amérique du Nord

---

##### Canada

##### Règlement de la Chambre des communes

Article 113: (5) Tout comité législatif est autorisé à faire étude et enquête sur les projets de loi qui lui sont renvoyés par la Chambre, à en faire rapport avec ou sans amendement, à élaborer un projet de loi conformément à l'article 68 et à en faire rapport et, sauf lorsque la Chambre en ordonne autrement, à convoquer à comparaître devant lui des fonctionnaires ou représentants des ministères ou organismes gouvernementaux ou des sociétés d'État ainsi que les autres personnes qu'il juge compétentes pour témoigner sur des questions techniques, à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes d'ajournement de la Chambre et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont il ordonne l'impression.

##### Règlement du Sénat du Canada

Article 12-9: (2) Les comités permanents et les comités mixtes permanents peuvent: (a) exiger la comparution de témoins et la production de documents.

Article 12-32: (5) Les comités pléniers peuvent inviter à comparaître des témoins qui ne sont pas ministres.

---

##### Mexique

##### Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)

---

Artículo 149: [...]2. La Junta Directiva de la comisión o comité deberá, en su caso: [...] VI. Llevar a cabo consultas, respecto a los temas de su competencia, con representantes de los otros Poderes de la Unión, especialistas, organizaciones sociales, grupos de interés y ciudadanos en general [...]3. La Junta Directiva podrá consultar a ciudadanos, grupos, organizaciones, a los titulares de las entidades de la administración pública centralizada y paraestatal y a los titulares o representantes legales de quienes detenten una concesión del Estado, cuando se estudie un negocio concerniente a sus respectivos ramos o actividades.

Artículo 208: [...]2. Asimismo, las juntas directivas de los comités y las comisiones especiales deben: [...] IV. Llevar a cabo consultas con representantes de los otros poderes de la Unión, especialistas, organizaciones sociales, grupos de interés y ciudadanos en general.

### **Règlement du Sénat de la République (Reglamento del Senado de la República)**

Artículo 129: 1. La Junta Directiva tiene las atribuciones siguientes: [...] VII. Proponer consultas y audiencias, públicas o privadas, con autoridades gubernamentales, especialistas, representativos de organizaciones sociales y ciudadanos en general, relacionados con las materias de cada comisión.

Artículo 133: 1. En tanto órganos colegiados, las comisiones tienen las atribuciones siguientes: [...] V. Realizar consultas y audiencias, en sede legislativa o fuera de ella, relacionadas con las materias de su competencia.

Artículo 184: En el proceso de dictaminar, las comisiones pueden convocar a audiencias públicas o reuniones, con el fin de escuchar al autor o autores de la iniciativa, a especialistas en la materia, representantes de organizaciones y grupos interesados, así como a ciudadanos.

## **Amérique centrale**

---

### **Costa Rica Règlement de l'Assemblée législative du Costa Rica (Reglamento de la Asamblea Legislativa de Costa Rica)**

Artículo 123: En el curso del debate y oídas las opiniones de los miembros de la Comisión y de las personas invitadas a las deliberaciones, los diputados proponentes pueden modificar o sustituir sus mociones, con el objeto de mejorar el proyecto en discusión.

---

### **Le Salvador Règlement interne de l'Assemblée législative (Reglamento Interior de la Asamblea Legislativa)**

---



---

Artículo 37: [...] Las comisiones deberán escuchar en audiencia a los interesados en los proyectos legislativos o a los afectados por ellos, si por escrito solicitan ser oídos.

Artículo 45: Las comisiones podrán requerir la presencia y colaboración de funcionarios, representantes o técnicos de cualquier institución pública, autónoma, municipal o privada, para que les ilustren en su trabajo, o solicitarles opinión, informes y documentos necesarios para su cometido.

Artículo 49: Cuando las comisiones lo consideren procedente, previa solicitud por escrito del interesado, darán audiencia a las personas o los representantes de sectores peticionarios, en algún tema que las comisiones estén estudiando.

Artículo 78: La Asamblea podrá acordar oír a cualquier ciudadano, si lo estima conveniente; para ello, el solicitante deberá presentar su petición por escrito, antes de cada sesión, y expresar, concretamente, el asunto en el que intervendrá. La Junta Directiva dará cuenta a la Asamblea y propondrá el tiempo de la intervención, que podrá ser ampliado por la Asamblea. Aprobada por la Asamblea la intervención del peticionario o de los peticionarios, esta se efectuará inmediatamente después de que el secretario o la secretaria haya leído la petición, la moción o el dictamen que originó la solicitud. En la intervención, el ciudadano únicamente deberá tratar los temas que le han sido autorizados de acuerdo con su solicitud; sus palabras deberán ajustarse a la moral, no ser ofensivas contra la dignidad de la Asamblea, sus miembros, otros órganos del Estado o sus miembros, ni tampoco contra personas particulares. La Presidencia prevendrá al ciudadano que contravenga lo dispuesto en el inciso anterior, de que su intervención deberá ajustarse a lo establecido en el presente artículo; si reincide, le requerirá abandonar definitivamente el Salón Azul.

---

## Honduras

### [Règlement interne du Congrès national de Honduras \(Reglamento Interior del Congreso Nacional de Honduras\)](#)

Artículo 77: Las comisiones podrán asimismo para los fines que indica el artículo anterior, solicitar asesoramiento técnico de personas o entidades científicas, académicas o profesionales.

---

## Panama

### [Règlement interne de l'Assemblée nationale \(Reglamento Orgánico del Régimen Interno de la Asamblea Nacional\)](#)

Artículo 72: Horario de trabajo. Las Comisiones establecerán el horario de trabajo necesario, a fin de llevar a cabo las reuniones de consulta con los sectores o personas interesadas en el proyecto.

---

## Caraïbes

---

### Les Bahamas

#### Loi des pouvoirs et privilèges parlementaires (Parliament Powers and Privileges Act)

Article 14: (1) When the attendance of any person is required to give evidence before a Chamber or a committee with regard to any matter, the President or the Speaker, acting upon the resolution of the Chamber in question or, in a case where such evidence is required to be given before a committee, upon the resolution of the committee transmitted through the chairman of such committee, shall inform the Clerk accordingly, and the Clerk shall issue a summons under his hand requiring the attendance of such person at a time and place to be specified in such summons to give evidence of the facts appertaining to such matter or to produce any written or other evidence in his custody: Provided that no such summons may issue to require the attendance before a Chamber or a committee thereof of a member of the other Chamber: Provided further that a committee may not require the attendance of witnesses or the production of documents without express authority from the Chamber by which it is appointed signified by resolution.

---

### Barbade

#### Règlement de l'honorable Assemblée de la Barbade (Standing Orders of the Honourable House of Assembly of Barbados)

Article 60: 1. A Select Committee shall have power to send for persons, papers and records and shall have leave to report its opinion and observation together with the Minutes of evidence taken before it, to the House. 2. A Select Committee may order any person (a) to attend before it and give evidence, and (b) to attend before it and produce any paper, book, record, or other document in the possession or under the control of such person [...] 11. When it is intended to examine a witness, the Member of the Committee, at least seven days before the day appointed for his examination, a list containing the name, residence and occupation of the witness. 12. Any order to attend to give evidence or produce documents before a Committee, shall be notified to the person required to attend or to produce documents by a summons under the hand of the Clerk or the Chairman of the Committee. 13. The evidence of every witness shall be taken down verbatim and read over to the witness. The witness may correct errors which are due to inaccuracy of his evidence.

#### Règlement du Sénat de la Barbade (Standing Orders of the Senate of Barbados)

Article 8: (a) When it is intended to examine any witnesses, the Senator requiring such witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee the name, residence and occupation of any witness he desires to examine. (b) If the Committee desire to summon any

---

---

witnesses, the Chairman shall supply the name, residence and occupation of every such witness to the Clerk of the Senate at least seven days before his evidence is required. The Clerk shall then summon every such witness on behalf of the Senate. (9) The evidence of every witness shall be taken down verbatim and sent in proof to the witness. The witness shall be at liberty within fourteen days from that on which the Clerk sent out the proof to suggest corrections due to inaccurate reporting and evidence shall be printed with such of the corrections as may be appointed by the Chairman.

---

## **Belize**

### **Règlement de la Chambre des représentants (Standing Orders of the House of Representatives)**

Article 72: [...] (3) Members of the public shall be allowed sufficient opportunity to present their views at the meetings of all Standing Committees.

Article 79: [...] (11) When it is intended to examine any witnesses, the Member requiring such witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee the name, residence and occupation of any witnesses he desires to examine and the Committee shall decide if and when to summon the witnesses. (12) If the Committee desires to summon any witnesses, the Chairman shall supply the name, residence and occupation of every such witness to the Clerk of the House at least seven days before his evidence is required. The Clerk shall then, subject to the directions of the Speaker, summon every such witness on behalf of the House. (13) The evidence of every witness shall be taken down verbatim and sent in proof to the witness. The witness shall be at liberty, within fourteen days from that on which the Clerk sent out the proof, to suggest corrections due to inaccurate reporting, and the evidence shall be printed with such of the corrections as may be approved by the Chairman. (14) The Committee may at its discretion refuse to hear any irrelevant evidence or any recalcitrant witness.

Article 83: [...] (10) No person, other than a Member of the House, shall be heard in opposition to any Private Bill, unless he has previously lodged a petition with the Clerk showing the nature of his objections to the Bill, and stating whether his objections extend to the whole or some part of the preamble (if any), or to the clauses of the said Bill, and praying that he may be heard by himself or his Counsel against the Bill.

### **Règlement du Sénat (Standing Orders of the Senate)**

Article 72: [...] (11) When it is intended to examine any witness, the Senator requiring such witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee the name, residence and occupation of any witness he desires to examine. (12) If the Committee desires to summon any witness, the Chairman shall supply the name, residence and occupation of every such witness to the Clerk of the Senate at least seven days before his evidence is required. The Clerk shall then, subject to the directions of the President, summon every such witness on behalf of the Senate. (13) The evidence of every witness shall be taken down verbatim and sent in proof to the witness. The witness shall be at liberty, within fourteen days from that on which the Clerk sent out the proof, to suggest corrections due to inaccurate reporting, and the evidence shall be printed with such of the corrections as may be approved by the Chairman. (14) The Committee may at its discretion refuse to hear any irrelevant evidence or any recalcitrant witness.

---

---

---

**Cuba****Règlement de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (Reglamento de la Asamblea Nacional del Poder Popular)**

Artículo 30: Las Comisiones para el cumplimiento de sus funciones pueden: 1. convocar la celebración de audiencias y realizar investigaciones que le permitan profundizar en temas concretos, para lo cual podrán celebrar reuniones con dirigentes, funcionarios, especialistas y ciudadanos, así como realizar encuestas, análisis de eficiencia y cuantas otras tareas y actividades sean necesarias para evaluar el tema de que se trate.

Artículo 33: Las Comisiones, subcomisiones y grupos de trabajo están integrados exclusivamente por diputados y se asesoran y apoyan de las personas que estimen conveniente.

---

**Dominique****Règlement de l'Assemblée (Standing Orders of The House of Assembly)**

Article 69: When it is intended to examine any witnesses before a Select Committee, the Member of the House or party requiring the witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee two days at least before the day appointed for their examination, a list containing the names, residences and occupations of the witnesses. The evidence of every witnesses shall be taken down and when printed sent in proof to the witness. The witness shall be a liberty to suggest corrections as may be approved by the Chairman.

---

**République  
dominicaine****Règlement interne de la Chambre des députés de la République dominicaine (Reglamento Interior de la Cámara de Diputados de la República Dominicana)**

Artículo 150: Facultad para requerir información. Las comisiones podrán requerir informes, datos, documentos, noticias e informaciones que juzguen necesarias, así como consultar a las personas que consideren aptas para el esclarecimiento de los asuntos sometidos a su consideración.

**Règlement du Sénat de la République (Reglamento del Senado de la República)**

Artículo 245: Atribuciones de las Comisiones. Estos órganos especializados tienen las siguientes atribuciones: [...] 4) Solicitar opiniones y consultas a cuantas personas consideren necesarias para el mejor esclarecimiento del tema en consideración; 5) Requerir directamente de entidades, personas públicas o privadas, informes, datos, documentos y todo lo que sea necesario a cualquier persona o entidad que tenga relación con el estudio en cuestión; [...] 14) Realizar los mecanismos de consulta

---

---

necesarios para la socialización y decisión de un determinado asunto bajo su competencia.

Artículo 290: Requerimiento de datos. Las comisiones podrán requerir cuantos informes, datos, noticias, documentos y papeles juzguen necesarios, así como consultar a cuantas personas consideren competentes para el esclarecimiento de los asuntos sometidos a su consideración.

---

## Jamaïque

### Règlement de la Chambre des représentants de la Jamaïque (Standing Orders of the House of Representatives of Jamaica)

Article 27: Moving Motions. [...] (4) Before entering upon debate on a Motion, the House may resolve itself into a Committee of the whole House in order to invite persons wishing to make representations on that Motion to appear and do so at the Bar of the House.

Article 51: Second Reading of Bills. [...] (3) Before entering upon debate on the Second Reading of a Bill, the House may resolve itself into Committee of the whole House in order to invite persons wishing to make representation on that Bill to appear and do so at the Bar of the House.

Article 73C: The Economy and Production, human Resources and social Development, and Infrastructure and Physical Development Committees. [...] receiving submissions from citizens and organizing meetings between citizens, community groups, sectoral organizations, Members of Parliament and representatives of Government agencies to facilitate exchange of views on the operations of the government and their effect on communities and groups in society; and (g) organizing meetings with relevant organizations in order to seek such information on their activities as the public interest may demand.

Article 77: Procedure in Select Committees. [...] (4) Unless the House otherwise directs, the Standing Orders Committee and the House Committee shall not, but every other Select Committee shall have the power to send for persons, papers and records.

Article 78: Witnesses. (1) When it is intended to examine any witnesses, the Member requiring such witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee the name, residence and occupation of any witness he desires to examine. (2) If the Committee desires to summon any witnesses, the Chairman shall supply the name, residence and occupation of every such witness to the Clerk of the Parliament at least seven days before his evidence is required. The Clerk shall then, subject to the directions of the Speaker, summon every such witness on behalf of the House. (3) the evidence of every witness shall be taken down verbatim and shall be sent in proof to the witness by the Clerk to the Committee. The witness shall be at liberty within fourteen days from that on which the proof was sent out to suggest corrections due to inaccurate reporting and the evidence shall be printed with such of the corrections as may be approved by the Chairman.

### Règlement du Sénat de la Jamaïque (Standing Orders of the Senate of Jamaica)

---

---

Article 75: Witnesses. (1) When it is intended to examine any witnesses, the Member requiring such witnesses shall deliver to the Clerk of the Committee the name, residence, and occupation of any witness he desires to examine. (2) if the Committee desires to summon any witnesses, the Chairman shall supply the name, residence and occupation of every such witness to the Clerk of the Parliament at least seven days before his evidence is required. The Clerk shall then, subject to the directions of the President, summon every such witness on behalf of the Senate. (3) The evidence of every witness shall be taken down verbatim and shall be sent in proof to the witness by the Clerk to the Committee. The witness shall be at liberty within fourteen days from that on which the proof was sent out to suggest corrections due to inaccurate reporting and the evidence shall be printed with such of the corrections as may be approved by the Chairman.

---

## Trinité-et-Tobago

### Règlement de la Chambre des représentants (House of Representatives Standing Orders)

Article 111: General Powers of Select Committees. In addition to powers granted by these Standing Orders, Select Committees shall also have the following powers, namely to: (a) send for persons, papers and records.

Article 112: General Procedures in Select Committees [...] Seeking Evidence. (9) When it is intended to examine any witness or request papers and records, the Member requiring such evidence shall deliver to the Clerk of the Committee the name and contact details of the witness he desires to examine or the details of the papers required, as the case may be, and the Committee shall decide if and when to request the attendance of the witness or to call for the papers. (10) Pursuant to paragraph (9), the Clerk of the Committee shall request any person to attend and give evidence before the Committee or request that papers and records that are relevant to its proceedings be produced. (11) A Select Committee may require, by Order, that a summons be issued to any person— (a) to attend before that Committee to be examined and give evidence; and (b) to produce papers and records in that person's possession, custody or control to that Committee. (12) Every summons issued under paragraph (11) of this Standing Order— (a) must state the time and place at which it is to be complied with by the person to whom it is addressed; and (b) shall be signed by the Clerk on behalf of the House and served by the Marshal of the Parliament under the Speaker's direction at least seven (7) days before his evidence is required.

### Règlement du Sénat (Senate Standing Orders)

Article 101: General Powers of Select Committees. In addition to powers granted by these Standing Orders, Select Committees shall also have the following powers, namely: (a) to send for persons, papers and records.

Article 102: Procedures in Select Committees. [...] Seeking Evidence. (10) When it is intended to examine any witness or request papers and records, the Member requiring such evidence shall deliver to the Clerk of the Committee the name and contact details of the witness he desires to examine or the details of the papers required, as the case may be, and the Committee shall decide if and when to request the attendance of the witness or to call for the papers. (11) Pursuant to paragraph (10), the Clerk of the

---

Committee, shall request any person to attend and give evidence before the Committee or request that papers and records that are relevant to its proceedings be produced. (12) A Select Committee may require, by Order, that a summons be issued to any person— (a) to attend before that Committee to be examined and give evidence; and (b) to produce papers and records in that person's possession, custody or control to that Committee. (13) Every summons issued under paragraph (12)—

- (a) must state the time and place at which it is to be complied with by the person to whom it is addressed; and (b) is signed by the Clerk on behalf of the House and served by the Marshal of the Parliament under the President's direction, at least seven (7) days before his evidence is required [...] (17) The evidence of every witness shall be taken down verbatim and sent in proof to the witness. The witness shall be at liberty, within fourteen (14) days from that on which the Clerk of the Committee sent out the proof, to suggest corrections due to inaccurate reporting, and the evidence shall be printed with such of the corrections as may be approved by the Chairman.

---

## Amérique du Sud

---

### Bolivie

#### Règlement général de la Chambre des députés (Reglamento General de la Cámara de Diputados)

Artículo 53: Naturaleza y Composición. Los Comités son instancias operativas y de investigación y están conformados por miembros de la respectiva Comisión. Cumplen también la función de nexo entre la ciudadanía y las instituciones del Estado. Los Comités estarán dirigidos por la Secretaria o Secretario respectiva (o) de la Comisión.

Artículo 54: Facultades. Los Comités elaborarán los proyectos de informe en las materias de su competencia y realizarán las investigaciones que les encomiende la Comisión a la que pertenecen. Al efecto tendrán facultades para recibir declaraciones informativas, recabar documentación, realizar inspecciones y cuanto sea necesario para el cumplimiento de sus obligaciones.

Artículo 56: Interrelación con la Ciudadanía. Los Comités podrán canalizar las demandas de los ciudadanos al Pleno de la Comisión, a través de Proyectos de Ley, de Resolución, de Minutas de Comunicación y/o de Informes Orales y Escritos.

#### Règlement général de la Chambres des sénateurs (Reglamento General de la Cámara de Senadores)

Artículo 60: Mecanismos de Participación y Deliberación Ciudadana. Las Comisiones, deberán incorporar mecanismos e instancias de participación ciudadana y deliberación en materia de legislación, fiscalización y gestión, que serán reguladas por reglamento específico.

---

### Chili

#### Loi constitutionnelle du Congrès national (Ley Orgánica Constitucional de Congreso Nacional)

Artículo 22: Las comisiones reunirán los antecedentes que estimen necesarios para informar a la corporación. Podrán solicitar de las autoridades correspondientes la comparecencia de aquellos funcionarios que estén en situación de lustrar sus debates, de

---

---

conformidad con lo señalado en los artículos 9° y 9° A, hacerse asesorar por cualquier especialista en la materia respectiva y solicitar informes u oír a las instituciones y personas que estimen conveniente.

### **Règlement de la Chambre des députés du Chili (Reglamento de la Cámara de Diputados de Chile)**

Artículo 213: En el caso de proyectos de ley que no tengan urgencia calificada de discusión inmediata o de suma, las comisiones deberán realizar una audiencia de una hora de duración, a lo menos, para escuchar a las instituciones o entidades que tengan interés en la materia a que se refiere el proyecto. Esta audiencia se hará hasta antes de la votación en general del proyecto, por inscripción en la secretaría de la comisión y por el tiempo que para el solicitante se fije. Ni aún por asentimiento unánime se podrá alterar esta regla.

Artículo 223: Las comisiones reunirán los antecedentes que estimen necesarios para informar a la Cámara. Podrán solicitar la comparecencia de funcionarios que estén en condiciones de ilustrar sus debates y hacerse asesorar por cualquier especialista en la materia respectiva y solicitar informes u oír a las instituciones y personas que estimen pertinente.

Artículo 301: Las comisiones informarán los proyectos que se les envíen en examen, prepararán los datos e investigarán los hechos que estimen necesarios para la deliberación de la Cámara, podrán solicitar de las autoridades correspondientes informes escritos y la comparecencia de aquellos funcionarios que estén en situación de ilustrar sus debates, se harán asesorar por cualquier especialista de la materia en estudio y oirán a las instituciones y personas que estimen convenientes.

### **Règlement du Sénat (Reglamento del Senado)**

Artículo 38: Las Comisiones reunirán los antecedentes y estudiarán los hechos que estimen necesarios para informar al Senado. Podrán solicitar de las autoridades correspondientes la comparecencia de aquellos funcionarios que estén en situación de ilustrar sus debates; hacerse asesorar de cualquier especialista en la materia en estudio, y oír a las instituciones y personas que estimen conveniente.

---

## **Colombie**

### **Règlement du Congrès (Reglamento del Congreso)**

Artículo 230: Observaciones a los proyectos por particulares. Para expresar sus opiniones toda persona, natural o jurídica, podrá presentar observaciones sobre cualquier proyecto de ley o de acto legislativo cuyo examen y estudio se esté adelantando en alguna de las Comisiones Constitucionales Permanentes. La respectiva Mesa Directiva dispondrá los días, horarios y duración de las intervenciones, así como el procedimiento que asegure la debida atención y oportunidad. Para su intervención, el interesado deberá inscribirse previamente en el respectivo libro de registro que se abrirá por cada una de las secretarías de las Comisiones.

Artículo 231: Publicidad de las observaciones. Las observaciones u opiniones presentadas deberán formularse siempre por

---



---

escrito, en original y tres copias, de las cuales una corresponderá al ponente del proyecto. Mensualmente serán publicadas en la Gaceta del Congreso las intervenciones escritas que se realicen en los términos indicados, y cuando ellas, a juicio del respectivo Presidente, merezcan destacarse para conocimiento general de las corporaciones legislativas. En igual forma se procederá cuando se formule una invitación a exponer los criterios en la Comisión, evento en el cual sesionará informalmente.

Artículo 232: Contenido de la ponencia. El ponente del respectivo proyecto deberá consignar la totalidad de las propuestas o modificaciones planteadas que considere importantes y las razones para su aceptación o rechazo, siempre que las observaciones se hayan efectuado a más tardar tres (3) días antes de la presentación del informe con entrega personal de las exposiciones.

Artículo 236: Asistencia de particulares. De conformidad con el artículo 137 de la Constitución Política, una Comisión Permanente, mediante proposición, podrá requerir la presencia de cualquier persona natural o del representante de cualquier persona jurídica de los miembros de su Junta Directiva para que, según el caso y bajo juramento, en forma oral o escrita, declare o informe sobre temas que sean de interés para la Comisión. Salvo las restricciones constitucionales o legales toda pregunta deberá ser absuelta. La renuencia a responder será sancionada en los términos de la legislación vigente como desacato a la autoridad.

---

## Équateur

### Constitution de la République de l'Équateur (Constitución de la República del Ecuador)

Artículo 137: El proyecto de ley será sometido a dos debates. La Presidenta o Presidente de la Asamblea Nacional, dentro de los plazos que establezca la ley, ordenará que se distribuya el proyecto a los miembros de la Asamblea y se difunda públicamente su extracto, y enviará el proyecto a la comisión que corresponda, que iniciará su respectivo conocimiento y trámite. Las ciudadanas y los ciudadanos que tengan interés en la aprobación del proyecto de ley, o que consideren que sus derechos puedan ser afectados por su expedición, podrán acudir ante la comisión y exponer sus argumentos.

---

## Guyane

### Constitution de la République coopérative de la Guyane (Constitution of the Co-operative Republic of Guyana Act)

Article 119 A: (1) The National Assembly shall establish a Parliamentary Standing Committee for Constitutional Reform for the purpose of continually reviewing the effectiveness of the working of the Constitution and making periodic reports thereon to the Assembly, with proposals for reform as necessary. (2) To assist it in its work, the Committee shall have the power to co-opt experts or enlist the aid of other persons of appropriate expertise, whether or not such experts or other persons are members of the Assembly.

Article 119D: (1) There shall be a standing Committee of the National Assembly to be named the Parliamentary Oversight Committee on the Security Sector and it shall have responsibility for examining the policies and administration of the entities in the security sector namely, the Disciplined Forces of Guyana. (2) To assist in its work, the Committee shall have the power to co-opt

---

---

experts or enlist the aid of other persons of appropriate expertise, whether or not such experts or persons are members of the National Assembly.

### **Règlement de l'Assemblée nationale (Standing Orders of the National Assembly)**

Article 83: The Parliamentary Standing Committee for Constitutional Reform [...] (2) To assist in its work, the Committee shall have the power to co-opt experts or enlist the aid of other persons of appropriate expertise, whether or not such experts or other persons are Members of the National Assembly.

Article 86: The Sectoral Committees [...] (d) summon persons to give evidence in accordance with the Legislative Bodies (Evidence) Act Chapter 1:08 of the Laws of Guyana.

Article 87: The Parliamentary Oversight Committee on the Security Sector [...] (2) To assist it in its work the Committee shall have the power to co-op experts or enlist the aid of other persons of appropriate expertise, whether or not such experts or persons are Members of the National Assembly

---

## **Paraguay**

### **Constitution de la République du Paraguay (Constitución de la República del Paraguay)**

Artículo 186: De las comisiones. [...] Al inicio de las sesiones anuales de la legislatura, cada Cámara designará las comisiones asesoras permanentes. Estas podrán solicitar informes u opiniones de personas y entidades públicas o privadas, a fin de producir sus dictámenes o de facilitar el ejercicio de las demás facultades que correspondan al Congreso.

### **Règlement de l'honorable Chambre des députés (Reglamento de la Honorable Cámara de Diputados)**

Artículo 180: Las comisiones de la Cámara podrán solicitar informes u opiniones de personas y entidades públicas o privadas, a los efectos de producir sus dictámenes o de facilitar el ejercicio de las demás facultades que corresponden a la Cámara.

### **Règlement interne de la Chambre des sénateurs (Reglamento Interno de la Cámara de Senadores)**

Artículo 78: Para el mejor despacho de los asuntos sometidos a su consideración, las Comisiones podrán pedir a la Cámara que solicite informe de los demás Poderes del Estado. También podrán pedir directamente informes u opiniones de personas y entidades públicas o privadas.

---

## **Pérou**

### **Règlement du Congrès de la République (Reglamento del Congreso de la República)**

---

---

Artículo 70: Los dictámenes son los documentos que contienen una exposición documentada, precisa y clara de los estudios que realizan las Comisiones sobre las proposiciones de ley y resolución legislativa que son sometidas a su conocimiento, además de las conclusiones y recomendaciones derivadas de dicho estudio. Deben incluir una sumilla de las opiniones que sobre el proyecto de ley hubiesen hecho llegar las organizaciones ciudadanas. Los autores de los proyectos son invitados a las sesiones cuando se traten sus proyectos.

**Accord du Conseil d'administration N° 9-2012-2013/CONSEJO-CR (Acuerdo del Consejo Directivo N° 9-2012-2013/CONSEJO-CR)**

1: Que todos los proyectos de ley que sean presentados publicados en el Portal del Congreso de la República ingresen inmediatamente al sistema de foros legislativos virtuales, administrado por la Oficina de Participación, Proyección y Enlace con el Ciudadano, con la finalidad de que los ciudadanos puedan expresar sus opiniones, puntos de vista, sugerencias y propuestas sobre las iniciativas legislativas que se encuentran dentro del proceso legislativo y evaluar su probable impacto en el país si se convierten en leyes.

2: La Oficina de Participación, Proyección y Enlace con el Ciudadano procesará las comunicaciones de los ciudadanos y, de ser necesario, las resumirá, rescatando su parte esencial, y las pondrá en conocimiento del autor de la iniciativa, del grupo parlamentario y del secretario técnico de la comisión ordinaria o especial respectiva.

---

**Uruguay**

**Règlement de la Chambre des représentants (Reglamento de la Cámara de Representantes)**

Artículo 133: Las Comisiones se asesorarán en la forma que lo estimen más conveniente, pudiendo invitar a los funcionarios públicos y a particulares para que concurran a sus reuniones, cuando fuere pertinente, a fin de oírlos, o recurrir a los servicios de la Asesoría Técnica de la Cámara.

**Règlement de la Chambre des sénateurs (Reglamento de la Cámara de Senadores)**

Artículo 152: Las Comisiones se asesorarán en la forma que estimen más conveniente pudiendo invitar a funcionarios públicos y a particulares, para que concurran a sus sesiones, cuando lo estimen pertinente a fin de oírlos.

---

**Venezuela**

**Constitution de la République bolivarienne du Venezuela (Constitución de la República Bolivariana de Venezuela)**

---

**Artículo 211:** La Asamblea Nacional o las Comisiones Permanentes, durante el procedimiento de discusión y aprobación de los proyectos de leyes, consultarán a los otros órganos del Estado, a los ciudadanos y ciudadanas y a la sociedad organizada para oír su opinión sobre los mismos. Tendrán derecho de palabra en la discusión de las leyes los Ministros o Ministras en representación del Poder Ejecutivo; el magistrado o magistrada del Tribunal Supremo de Justicia a quien éste designe, en representación del Poder Judicial; el o la representante del Poder Ciudadano designado o designada por el Consejo Moral Republicano; los o las integrantes del Poder Electoral; los Estados a través de un o una representante designado o designada por el Consejo Legislativo y los o las representantes de la sociedad organizada, en los términos que establezca el reglamento de la Asamblea Nacional.

### **Règlement interne et de débat de l'Assemblée nationale (Reglamento Interior y de Debates de la Asamblea Nacional)**

**Artículo 101:** La Asamblea Nacional o las comisiones permanentes, durante el procedimiento de formación, discusión y aprobación de los proyectos de ley consultarán a los otros órganos del Estado, a los ciudadanos y ciudadanas y a las comunidades organizadas para oír su opinión sobre los mismos. Todas las consultas serán de carácter público y previa difusión del material pertinente, con plena identificación de quienes participen en ellas, sistematizando todas las propuestas que se presenten.

**Artículo 128:** La ciudadanía y los voceros y voceras de organizaciones de la sociedad podrán estar presentes y participar en las sesiones, reuniones comisiones o subcomisiones en calidad de observadores u observadoras o de protagonistas, a solicitud propia, tramitada por ante la Secretaría de la Asamblea Nacional, o por invitación de la Presidencia de la Asamblea Nacional. En todo caso se tomará en consideración las limitaciones que impone el espacio físico destinado para tal fin. Quienes participen en calidad de observadores u observadoras se comprometen a mantener el orden durante las mismas. Se entiende por protagonistas a las personas naturales y voceras de organizaciones sociales, que acudan a las sesiones o reuniones por causas que le son propias o como portavoces de propuestas o mociones, acuerdos, iniciativas legislativas, constitucionales o constituyentes, en los términos que consagran la Constitución de la República, la ley y este Reglamento. En estos casos, previa solicitud de las personas interesadas o a petición de la Presidencia, una persona como vocera de los proponentes, o tantas como acuerde la Presidencia, tendrán derecho a voz cuando el tema sea objeto de debate, en las mismas condiciones de quienes integran la Asamblea Nacional, pero sin derecho a voto. La Secretaría se encargará de cursar las invitaciones e informará oportunamente a quienes participen del procedimiento de la Sesión o reunión, las normas del debate y el lugar que les sea asignado en el salón de sesiones o reuniones. Las normas para la aplicación de este artículo serán dictadas por la Junta Directiva.

## 2. Initiatives législatives populaires

### Amérique du Nord

---

#### Mexique

#### Constitution politique des États unis mexicains (Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos)

Artículo 35 (VII): Son derechos del ciudadano: [...] Iniciar leyes, en los términos y con los requisitos que señalen esta Constitución y la Ley del Congreso. El Instituto Nacional Electoral tendrá las facultades que en esta materia le otorgue la ley.

Artículo 71 (IV): El derecho de iniciar leyes o decretos compete: [...] A los ciudadanos en un número equivalente, por lo menos, al cero punto trece por ciento de la lista nominal de electores, en los términos que señalen las leyes.

#### Loi du Congrès général des États unis mexicains (Ley Orgánica del Congreso General de los Estados Unidos Mexicanos)

Artículo 130: 1. El derecho de iniciar leyes o decretos compete a los ciudadanos en un número equivalente a cuando menos al cero punto trece por ciento de la lista nominal de electores. 2. Los ciudadanos podrán presentar proyectos de iniciativas, respecto de las materias de competencia del Congreso de la Unión. 3. Las iniciativas ciudadanas seguirán el procedimiento legislativo dispuesto por esta Ley y los reglamentos de cada Cámara, una vez que la autoridad electoral comunique el cumplimiento del requisito señalado en el numeral 1. Cumplidos los plazos en los términos que establecen los reglamentos respectivos, sin que haya dictamen de las comisiones, la Mesa Directiva incluirá el asunto en el Orden del Día de la sesión inmediata siguiente.

Artículo 131: 1. La iniciativa ciudadana, además de los requisitos que establecen los reglamentos de las cámaras, según corresponda, deberá: a) Presentarse por escrito ante el Presidente de la Cámara de Diputados o de Senadores; y en sus recesos, ante el Presidente de la Comisión Permanente. La Cámara que reciba el escrito de presentación de la iniciativa ciudadana será la Cámara de origen, salvo que el proyecto respectivo se refiera a empréstitos, contribuciones, impuestos o reclutamiento de tropas. En estos casos la cámara de origen será siempre la de Diputados. Durante los recesos del Congreso, la Mesa Directiva de la Comisión Permanente determinará la Cámara de origen en caso de que la iniciativa no lo especifique; b) Contener los nombres completos de los ciudadanos, clave de elector o el número identificador al reverso de la credencial de elector derivado del reconocimiento óptico de caracteres (OCR) de la credencial para votar con fotografía vigente y su firma. En caso de advertirse error en la identificación del ciudadano, siempre y cuando éste sea menor al 20% del total requerido, el Instituto prevendrá a los promoventes para que subsanen el error antes de que concluya el periodo ordinario de sesiones, debiendo informar de ello al Presidente de la Mesa Directiva, de no hacerlo se tendrá por desistida la iniciativa; c) Nombre completo y domicilio del representante para oír y recibir notificaciones; y d) Toda la documentación deberá estar plenamente identificada, señalando en la

parte superior de cada hoja el nombre del proyecto de decreto que se propone someter. Cuando la iniciativa no cumpla con los requisitos señalados en los incisos a), c) o d) el Presidente de la Cámara prevendrá a los proponentes para que subsane los errores u omisiones en un plazo de quince días hábiles a partir de la notificación. En caso de no subsanarse en el plazo establecido, se tendrá por no presentada.

Artículo 132: 1. La iniciativa ciudadana atenderá el siguiente procedimiento: a) El Presidente de la Mesa Directiva de la Cámara de origen, dará cuenta de ella y solicitará de inmediato al Instituto Nacional Electoral, la verificación de que haya sido suscrita en un número equivalente, a cuando menos el cero punto trece por ciento de la lista nominal de electores, dentro de un plazo no mayor a treinta días naturales contados a partir de la recepción del expediente. El Instituto, a través de la Dirección Ejecutiva del Registro Federal de Electores dentro del plazo a que se refiere el párrafo anterior, verificará que los nombres de quienes hayan suscrito la iniciativa ciudadana, aparezcan en las listas nominales de electores y que la suma corresponda en un número equivalente, a cuando menos el cero punto trece por ciento de la lista nominal de electores. Una vez que se alcanzó el requisito porcentual a que se refiere el párrafo anterior, la Dirección Ejecutiva del Registro Federal de Electores deberá realizar un ejercicio muestral para corroborar la autenticidad de las firmas de acuerdo a los criterios que defina al respecto la propia Dirección Ejecutiva; b) El Instituto Nacional Electoral contará con un plazo no mayor a treinta días naturales contados a partir de la recepción del expediente para realizar la verificación a que se refiere el inciso anterior; c) En el caso de que el Instituto Nacional Electoral determine en forma definitiva que no se cumple con el porcentaje requerido por la Constitución, el Presidente de la Mesa Directiva dará cuenta de ello al Pleno de la Cámara, lo publicará en la Gaceta, y procederá a su archivo como asunto total y definitivamente concluido notificando a los promoventes, por conducto de su representante. En caso de que el representante de los promoventes impugne la resolución del Instituto Nacional Electoral, el Presidente de la Mesa Directiva suspenderá el trámite correspondiente mientras el Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación resuelve lo conducente; d) En el supuesto de que se verifique el cumplimiento del porcentaje señalado en el inciso a), el Presidente de la Mesa Directiva, turnará la iniciativa a comisión para su análisis y dictamen; y seguirá el proceso legislativo ordinario; y e) En el caso de que la iniciativa ciudadana sea aprobada por la Cámara de origen, pasará a la Cámara revisora, a efecto de que siga el procedimiento legislativo ordinario, conforme a lo dispuesto por el artículo 72 de la Constitución.

Artículo 133: 1. En el proceso legislativo de dictamen en cada Cámara, el Presidente de la comisión deberá convocar al representante designado por los ciudadanos, para que asista a una reunión de la comisión que corresponda, a efecto de que exponga el contenido de su propuesta. 2. Las opiniones vertidas durante la reunión a la que fue convocado, no serán vinculantes para la comisión y únicamente constituirán elementos adicionales para elaborar y emitir su dictamen, de acuerdo con lo establecido en el Reglamento de la Cámara respectiva. 3. El procedimiento de dictamen no se interrumpirá en caso de que el representante no asista a la reunión a la que haya sido formalmente convocado. 4. El representante podrá asistir a las demás reuniones públicas de la comisión para conocer del desarrollo del proceso de dictamen y podrá hacer uso de la voz hasta antes del inicio del proceso de deliberación y votación.

## Amérique centrale

---

### Costa Rica [Constitution politique de la République du Costa Rica \(Constitución Política de la República de Costa Rica\)](#)

Artículo 123: Durante las sesiones ordinarias, la iniciativa para formar las leyes le corresponde a cualquier miembro de la Asamblea Legislativa, al Poder Ejecutivo, por medio de los ministros de Gobierno y al cinco por ciento (5%) como mínimo, de los ciudadanos inscritos en el padrón electoral, si el proyecto es de iniciativa popular. La iniciativa popular no procederá cuando se trate de proyectos relativos a materia presupuestaria, tributaria, fiscal, de aprobación de empréstitos y contratos o actos de naturaleza administrativa. Los proyectos de ley de iniciativa popular deberán ser votados definitivamente en el plazo perentorio indicado en la ley, excepto los de reforma constitucional, que seguirán el trámite previsto en el artículo 195 de esta Constitución. Una ley adoptada por las dos terceras partes del total de los miembros de la Asamblea Legislativa, regulará la forma, los requisitos y las demás condiciones que deben cumplir los proyectos de ley de iniciativa popular.

Artículo 124: Para convertirse en ley, todo proyecto deberá ser objeto de dos debates, cada uno en día distinto no consecutivo, obtener la aprobación de la Asamblea Legislativa y la sanción del Poder Ejecutivo; además, deberá publicarse en La Gaceta, sin perjuicio de los requisitos que esta Constitución establece tanto para casos especiales como para los que se resuelvan por iniciativa popular y referéndum.

### [Loi N° 8491, Loi d'initiative populaire \(Ley N° 8491, Ley de Iniciativa Popular\)](#)

Artículo 1: Iniciativa. Durante el período de sesiones ordinarias de la Asamblea Legislativa, un cinco por ciento (5%), como mínimo, de los ciudadanos inscritos en el padrón electoral podrán ejercer la iniciativa para formar las leyes o reformar parcialmente la Constitución Política. La iniciativa popular no procederá cuando se trate de proyectos relativos a materia presupuestaria, tributaria, fiscal, de aprobación de empréstitos y contratos o actos de naturaleza administrativa.

Artículo 2: Procedimiento. Para ejercer el derecho de iniciativa, se aplicará el siguiente procedimiento: a) Cualquier ciudadano o grupo de ciudadanos, organizados de hecho o de derecho, interesados en someter al conocimiento de la Asamblea Legislativa un proyecto de ley o una forma parcial a la Constitución Política, depositarán en la Asamblea Legislativa el correspondiente proyecto de ley, con las respectivas hojas, en las que se ha recolectado el porcentaje al que se refiere el artículo 1º de esta Ley. La Asamblea ordenará publicarlo en La Gaceta, a cargo del Estado; el encabezado de la publicación deberá de referirse expresamente a que se trata de un proyecto de ley bajo el procedimiento especial de iniciativa popular. b) El ciudadano o el grupo de ciudadanos a los que se refiere el inciso anterior deberán de indicar, a la Asamblea Legislativa, su nombre, número de cédula de identidad y calidades, y serán los responsables de las firmas recolectadas. c) Cada una de las páginas en las que se recojan las firmas deberán contener los siguientes elementos: la reseña del proyecto, el nombre, el número de cédula y la firma de los ciudadanos que apoyan el proyecto. d) Una vez presentada la iniciativa ante la Asamblea Legislativa, ésta, en un plazo máximo de ocho días, deberá remitirla al Tribunal Supremo de Elecciones (TSE).

---

Artículo 3: Revisión de firmas. Una vez recibido el proyecto de ley y las firmas correspondientes, el TSE dispondrá de un plazo de treinta días naturales, para verificar su legitimidad. Cualquier interesado podrá estar presente en el proceso. El TSE solo computará una vez las firmas repetidas y excluirá aquellas que presenten dudas sobre su legitimidad. Si, una vez computadas las firmas, no se alcanza el porcentaje requerido, el Tribunal prevendrá a los responsables de la recolección de firmas sobre el faltante y les concederá un plazo improrrogable de noventa días naturales para que cumplan con las firmas faltantes; en caso contrario, la iniciativa se tendrá por archivada. Los actos emitidos sobre el conteo, la verificación y la legitimidad estarán sujetos al régimen de impugnaciones de la Ley General de la Administración Pública. El recurso podrá ser presentado por cualquier ciudadano.

Artículo 4: Traslado a la Asamblea Legislativa. Revisadas las firmas y verificado el porcentaje requerido, el TSE trasladará el proyecto a la Asamblea Legislativa.

Artículo 5: Trámite legislativo. El proyecto deberá tramitarse por los procedimientos legislativos ordinarios. Iniciará el trámite legislativo sin necesidad de ser publicado. En todo caso, deberá publicarse un extracto de referencia que permita ubicarlo en la corriente legislativa.

Artículo 6: Plazo para la votación definitiva de los proyectos de ley. Los proyectos de iniciativa popular deberán ser votados en la Asamblea Legislativa, en un plazo máximo de dos años, salvo si se refieren a reformas constitucionales, en cuyo caso, seguirán el trámite previsto en el artículo 195 de la Constitución Política. El cómputo del plazo se iniciará a partir de la fecha en que la Secretaría del Directorio Legislativo reciba el proyecto, y se suspenderá durante los recesos legislativos y las sesiones extraordinarias, si no es convocado por el Poder Ejecutivo. Si vencido este plazo, el proyecto de ley no ha sido votado en primer debate, deberá de ser conocido y sometido a votación, en la sesión inmediata siguiente del Plenario Legislativo o de la Comisión con Potestad Legislativa Plena, según sea el caso. Para estos efectos, si la iniciativa no ha sido dictaminada, se tendrá por dispensada de todos los trámites. Las mismas reglas serán aplicables al trámite en segundo debate y al conocimiento de los informes de la Comisión de Consultas de Constitucionalidad.

Artículo 7: La Oficina de Iniciativa Popular de la Asamblea Legislativa brindará asesoramiento técnico gratuito para la redacción de los proyectos, así como en los procedimientos por seguir, a los ciudadanos interesados en ejercer el derecho de iniciativa popular de conformidad con esta Ley. Asimismo, la Defensoría de los Habitantes ofrecerá estos servicios a la ciudadanía, por medio de sus oficinas en todo el país.

---

## Honduras

### [Loi sur les mécanismes de participation citoyenne \(Ley de Mecanismos de Participación Ciudadana\)](#)

Artículo 2: [...] Iniciativa de Ley Ciudadana: Mecanismo mediante el cual al menos tres (3,000) mil ciudadanos presentan una iniciativa de ley al Congreso Nacional para su discusión y aprobación o no del Pleno, de conformidad con la Constitución de la

---



---

República, esta Ley y el Reglamento Interno del Congreso Nacional.

Artículo 5: El Congreso Nacional, antes de dar el trámite correspondiente a la solicitud de cualquier mecanismo de participación ciudadana, de referéndum, plebiscito o Iniciativa de Ley Ciudadana, solicitará, al Registro Nacional de las Personas en un plazo no mayor de quince (15) día, la verificación de la autenticidad de las firmas. El Registro Nacional de las Personas debe realizar el proceso de verificación de los datos de los ciudadanos que presentan una Iniciativa de Ley o que solicitan la realización de un Referéndum o Plebiscito en los plazos siguientes: 1) Para la Iniciativa de Ley Ciudadana en un plazo máximo de un (1) mes.

Artículo 6: El Congreso Nacional de la República conocerá y discutirá las peticiones para promover la Iniciativa Ciudadana, El Referéndum o El Plebiscito en un término no mayor de quince (15) días a partir de su presentación en el pleno.

Artículo 10: La ciudadanía tiene iniciativa de ley para todos los casos, este mecanismo opera cuando al menos tres (3,000) mil ciudadanos presentan una iniciativa de ley ante el Congreso Nacional de conformidad a lo establecido en este Decreto.

Artículo 12: El documento que contienen la Iniciativa de Ley Ciudadana debe presentarse en papel simple y acompañarse de los datos siguientes: 1) Nombre Completo; 2) Número de Identidad; 3) Domicilio; 4) Huella dactilar; y, 5) Firma autógrafa. Estos datos deben ser de cada uno de los ciudadanos que presentan la iniciativa de ley. El documento que contiene la iniciativa de ley debe tener la misma forma y elementos en que ordinariamente los proyectos de decreto se presentan al Pleno del Congreso Nacional.

Artículo 13: Cuando se presente una Iniciativa de Ley Ciudadana, la Junta Directiva del Congreso Nacional, a propuesta de los ciudadanos que hayan presentado el Proyecto de Decreto, debe determinar un número de diez (10) ciudadanos que participarán con voz pero sin voto al momento de su discusión en el Pleno, quienes deben sujetarse en todo momento a las normas parlamentarias del Congreso Nacional.

---

## Nicaragua

### Constitution politique de la République du Nicaragua (Constitución Política de la República de Nicaragua)

Artículo 2: La soberanía nacional reside en el pueblo y la ejerce a través de instrumentos democráticos decidiendo y participando libremente en la construcción y perfeccionamiento del sistema económico, político, cultural y social de la nación [...] Asimismo, podrá ejercerlo a través de otros mecanismos directos, como los presupuestos participativos, las iniciativas ciudadanas, los Consejos territoriales, las asambleas territoriales y comunales de los pueblos originarios y afrodescendientes, los Consejos sectoriales, y otros procedimientos que se establezcan en la presente Constitución y las leyes.

Artículo 140: Tienen iniciativa de ley: [...] 5. Los ciudadanos. En este caso la iniciativa deberá ser respaldada por un número no menor de cinco mil firmas. Se exceptúan las leyes orgánicas, tributarias o de carácter internacional y las de amnistía y de indultos.

---

### **Loi N°606, Loi sur la branche législative de la République du Nicaragua (Ley N°606, Ley Orgánica del Poder Legislativo de la República de Nicaragua)**

Artículo 103: Del derecho de presentar iniciativas. Tienen derecho de presentar iniciativas de leyes y de decretos [...] Los ciudadanos y ciudadanas tienen derecho de iniciativa en los casos y con los requisitos señalados por ley.

### **Loi N° 475, Loi sur la participation citoyenne (Ley N° 475, Ley de Participación Ciudadana)**

Artículo 9: Participación ciudadana en la formación de la ley. La ciudadanía tiene derecho a presentar iniciativas de ley, de conformidad con el artículo 140, numeral 4) de la Constitución Política de la República; salvo lo establecido en el artículo 141, párrafo 5 de la Constitución Política y las que por su naturaleza y materia quedan excluidas de consulta; toda ley debe ser sometida a consulta a fin de garantizar una efectiva participación de la ciudadanía.

Artículo 10: Excepciones. De conformidad a los establecido en la Constitución Política de la República y demás disposiciones del ordenamiento jurídico del Estado nicaragüense, siempre y cuando su jerarquía sea superior a la presente Ley, y que establecen iniciativas privativas a determinados Órganos, se excluyen de la iniciativa de ley los aspectos siguientes: 1. Leyes orgánicas; 2. Leyes tributarias; 3. Leyes de carácter internacional; 4. Leyes de amnistía e indultos; 5. Leyes de Presupuesto General de la República; 6. Leyes de rango constitucional y Constitución de la República; 7. Códigos de la República; y 8. Leyes relativas a defensa y seguridad nacional.

Artículo 11: Requisitos. Para los fines y efectos de iniciativa ciudadana de ley debe reunir los requisitos siguientes: 1. La presentación de la iniciativa de ley, firmada por un número mínimo de cinco mil ciudadanos que acrediten su identidad, a través de sus firmas y números de cédula; 2. La Constitución de un Comité Promotor de la iniciativa compuesto por un mínimo de quince personas a través de Escritura Pública en el que se deberá designar en una de las personas la representación legal del Comité; y 3. Presentar el escrito de solicitud de tramitación de la iniciativa de ley, la exposición de motivos correspondiente en la que se detalle el objeto y contenido de la iniciativa, la importancia y su necesidad; y el cuerpo dispositivo de la iniciativa ciudadana la que deberá de ser acompañada de los respectivos considerandos. Todos los documentos deberán ser presentados en original, copia, respectivamente, así como una copia del proyecto en archivo electrónico. Toda la documentación referida en el párrafo anterior, se le deberá de acompañar a la escritura pública de constitución del Comité Promotor.

Artículo 12: Autenticación. Las firmas deberán ser autenticadas, para lo cual se deben protocolizar en hojas de papel de ley y en su inicio se reproducirán la exposición de motivos y el texto de la iniciativa.

Artículo 13: Presentación. La iniciativa ciudadana caducará, si no se presenta ante la Asamblea Nacional, en un plazo de seis meses contados a partir de constituido el Comité Promotor.

---

Artículo 14: Presentación. La iniciativa de ley será presentada ante la Secretaría de la Asamblea Nacional, personalmente por el representante legal del Comité Promotor o por medio de una persona especialmente autorizada. Una vez presentada la iniciativa, será tramitada de conformidad al proceso de formación de la ley establecido en la Constitución Política y demás disposiciones legales establecidas para tal efecto. La Secretaría de la Asamblea Nacional informará a instancia de parte, sobre el estado del trámite en que se encuentran las iniciativas de ley.

---

## **Panama**

### **Règlement interne de l'Assemblée nationale (Reglamento Orgánico del Régimen Interno de la Asamblea Nacional)**

Artículo 111: Curso de las propuestas de ley ciudadanas. Las propuestas de ley aprobadas por la Asamblea Juvenil y las presentadas ante la oficina de participación ciudadana de la Asamblea Nacional, previo examen técnico-jurídico favorable, serán remitidas por el Secretario o Secretaria General, como anteproyectos de ley, a la Comisión que corresponda para los fines de que trata el artículo anterior. Las propuestas ciudadanas pueden ser presentadas por cualquiera persona natural o jurídica.

## **Caraïbes**

---

### **Cuba**

### **Constitution de la République de Cuba (Constitución de la República de Cuba)**

Artículo 63: Todo ciudadano tiene derecho a dirigir quejas y peticiones a las autoridades y a recibir la atención o respuestas pertinentes y en plazo adecuado, conforme a la ley.

Artículo 88: La iniciativa de las leyes compete: [...]g) a los ciudadanos. En este caso será requisito indispensable que ejerciten la iniciativa diez mil ciudadanos, por lo menos, que tengan la condición de electores.

### **Règlement de l'Assemblée nationale de la République de Cuba (Reglamento de la Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba)**

Artículo 64: Si la iniciativa procede de los ciudadanos, conforme se establece en el inciso g) del artículo 88 de la Constitución, además de la fundamentación consignada en los acápites precedentes, los ciudadanos promoventes del proyecto, acompañan declaración jurada ante notario, donde se acreditará la identidad personal mediante los datos del carné de identidad como documento idóneo y probatorio de la individualización de una persona, así como de que no está invalidada para ejercer el sufragio activo o pasivo.

---

---

**République dominicaine****Constitution of the République dominicaine (Constitución de la República Dominicana)**

Artículo 22: Derechos de ciudadanía. Son derechos de ciudadanas y ciudadanos: [...] 3) Ejercer el derecho de iniciativa popular, legislativa y municipal, en las condiciones fijadas por esta Constitución y las leyes.

Artículo 97: Iniciativa legislativa popular. Se establece la iniciativa legislativa popular mediante la cual un número de ciudadanos y ciudadanas no menor del dos por ciento (2%) de los inscritos en el registro de electores, podrá presentar proyectos de ley ante el Congreso Nacional. Una ley especial establecerá el procedimiento y las restricciones para el ejercicio de esta iniciativa.

---

**Amérique du Sud****Argentine****Constitution de la Nation argentine (Constitución de la Nación Argentina)**

Artículo 39: Los ciudadanos tienen el derecho de iniciativa para presentar proyectos de ley en la Cámara de Diputados. El Congreso deberá darles expreso tratamiento dentro del término de doce meses. El Congreso, con el voto de la mayoría absoluta de la totalidad de los miembros de cada Cámara, sancionará una ley reglamentaria que no podrá exigir más del tres por ciento del padrón electoral nacional, dentro del cual deberá contemplar una adecuada distribución territorial para suscribir la iniciativa. No serán objeto de iniciativa popular los proyectos referidos a reforma constitucional, tratados internacionales, tributos, presupuesto y materia penal.

**Loi 24.747, Initiatives populaires législatives (Ley 24.747, Iniciativa Legislativa Popular)**

Artículo 2: Los ciudadanos podrán ejercer el derecho de iniciativa popular para presentar proyectos de ley ante la Cámara de Diputados de la Nación.

Artículo 3: No podrán ser objeto de iniciativa popular los proyectos referidos a reforma constitucional, tratados internacionales, tributos, presupuesto y materia penal.

Artículo 4: La iniciativa popular requerirá la firma de un número de ciudadanos no inferior al uno y medio por ciento (1,5 %) del padrón electoral utilizado para la última elección de diputados nacionales y deberá representar por lo menos a seis (6) distritos electorales. Cuando la materia de la iniciativa sea de alcance regional el requisito del porcentual se cumplirá considerando únicamente el padrón electoral del total de las provincias que componen dicha región, sin tener en cuenta la cantidad de distritos que prevé el primer párrafo.

Artículo 5: Requisitos de la iniciativa popular. La iniciativa popular deberá deducirse por escrito y contendrá: a) La petición redactada en forma de ley en términos claros; b) Una exposición de motivos fundada; c) Nombre y domicilio del o los promotores de la iniciativa, los que podrán participar de las reuniones de Comisión con voz de acuerdo a la reglamentación que fijen las

---

---

mismas; d) Descripción de los gastos y origen de los recursos que se ocasionaren durante el período previo a presentar el proyecto de iniciativa popular ante la Cámara de Diputados; e) Los pliegos con las firmas de los peticionantes, con la aclaración del nombre, apellido, número y tipo de documento y domicilio que figure en el padrón electoral.

Artículo 6: Toda planilla de recolección para promover una iniciativa debe contener un resumen impreso del proyecto de ley a ser presentado, y la mención del o los promotores responsables de la iniciativa. El resumen contendrá la información esencial del proyecto, cuyo contenido verificara el Defensor del Pueblo en un plazo no superior a diez (10) días previo a la circulación y recolección de firmas.

Artículo 7: Previo a la iniciación en la Cámara de Diputados, la justicia nacional electoral verificará por muestreo la autenticidad de las firmas en un plazo no mayor de veinte (20) días, prorrogable por resolución fundada del Tribunal. El tamaño de la muestra no podrá ser inferior al medio por ciento (0,5%) de las firmas presentadas. En caso de impugnación de firma, acreditada la falsedad se desestimará la misma del cómputo de firmas para el proyecto de iniciativa popular, sin perjuicio de las demás acciones penales a que hubiere lugar, la planilla de adhesiones es documento público. En caso de verificarse que el cinco por ciento (5 %) o más de las firmas presentadas sean falsas se desestimará el proyecto de iniciativa popular. Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo anterior, podrán certificar la autenticidad de las firmas todos los autorizados por la ley electoral.

Artículo 8: La iniciativa popular deberá ser presentada ante la Mesa de Entradas de la H. Cámara de Diputados, la Presidencia la remitirá a la Comisión de Asuntos Constitucionales, la que en el plazo de veinte (20) días hábiles deberá dictaminar sobre la admisibilidad formal de la iniciativa, debiendo intimar a los promotores a corregir o subsanar defectos formales.

Artículo 9: El rechazo del proyecto de iniciativa popular no admitirá recurso alguno. La justicia nacional electoral tendrá a su cargo el contralor de la presente ley. Los promotores tendrán responsabilidad personal. Se aplicarán las sanciones previstas por el artículo 42 de la ley 23.298.

Artículo 10: Admitido el proyecto de ley, la Presidencia de la Cámara de Diputados de la Nación ordenará la inclusión en el orden del día como asunto entrado, siguiendo en adelante el trámite previsto para la formación y sanción de las leyes. Recibida la iniciativa y cumplidos los requisitos del artículo 3º, el presidente de la Honorable Cámara de Diputados de la Nación, dentro de las cuarenta y ocho (48) horas lo girará para su tratamiento a la Comisión de Labor Parlamentaria, o la que cumpla sus funciones, la que deberá producir dictamen a más tardar para la segunda reunión de dicho cuerpo. En el orden del día correspondiente de la Honorable Cámara de Diputados de la Nación, deberá ser incluida la iniciativa, con tratamiento preferente. La Cámara podrá girar la iniciativa a sus comisiones respectivas, las que tendrán cada una quince (15) días corridos para dictaminar, si lo hicieran en común se sumarán los plazos. Vencido el término anterior, con o sin despacho, el cuerpo procederá al tratamiento de la iniciativa, pudiendo a tal efecto declararse en comisión manteniendo la preferencia.

Artículo 11: Admitido el proyecto de ley por iniciativa popular ante la Cámara de Diputados de la Nación, el Congreso deberá darle expreso tratamiento dentro del término de doce (12) meses.

---

---

Artículo 12: Queda prohibido aceptar o recibir para el financiamiento de todo proyecto de ley por iniciativa popular, en forma directa o indirecta: a) Contribuciones privadas anónimas, con excepción de lo producido por colectas populares con una contribución máxima autorizada de cincuenta pesos (\$ 50) por persona; b) Aportes provenientes de entidades autárquicas o descentralizadas, nacionales o provinciales, sociedades anónimas con participación estatal o de empresas concesionarias de servicios u obras públicas de la Nación, provincias, municipios, o entidades autárquicas o descentralizadas o de empresas que exploten juegos de azar; c) Aportes de gobiernos extranjeros; d) Aportes de entidades extranjeras con fines de lucro; e) Contribuciones superiores a treinta mil pesos (\$ 30.000); f) Contribuciones o donaciones de asociaciones sindicales, patronales o profesionales.

---

## **Bolivia**

### **Constitution politique de l'État (Constitución Política del Estado)**

Artículo 241: I. El pueblo soberano, por medio de la sociedad civil organizada, participará en el diseño de las políticas públicas; II. La sociedad civil organizada ejercerá el control social a la gestión pública en todos los niveles del Estado, y a las empresas e instituciones públicas, mixtas y privadas que administren recursos fiscales [...] V. La sociedad civil se organizará para definir la estructura y composición de la participación y control social; VI. Las entidades del Estado generarán espacios de participación y control social por parte de la sociedad.

Artículo 242: La participación y el control social implica, además de las previsiones establecidas en la Constitución y la ley: [...] 2. Apoyar al Órgano Legislativo en la construcción colectiva de las leyes [...] 9. Colaborar en los procedimientos de observación pública para la designación de los cargos que correspondan.

### **Loi N° 341, Loi sur la participation et le contrôle social (Ley N° 341, Ley de Participación y Control Social)**

Artículo 8: Derechos de los actores. En el marco de la presente Ley, el derecho de la Participación y Control Social se efectúa a través de: [...] 8. Presentar iniciativas legislativas u otra normativa.

Artículo 9: Atribuciones de los actores. En el marco de la Constitución Política del Estado y de la presente Ley, los actores de la Participación y Control Social tienen las siguientes atribuciones: [...] 2. Proponer proyectos normativos y apoyar a los Órganos Legislativos en la construcción colectiva de leyes.

Artículo 17: Participación y Control Social en el Órgano Legislativo. El Órgano Legislativo garantizará la Participación y Control Social a través del acceso a la información, la rendición pública de cuentas, la construcción colectiva de normas, la evaluación a su gestión y a la función de control y fiscalización, de acuerdo a su reglamentación.

### **Règlement général de la Chambre des députés (Reglamento General de la Cámara de Diputados)**

---

---

Artículo 7: Atribuciones de la Cámara de Diputados. La Cámara de Diputados, por competencia expresa que le asigna el Artículo 159 de la Constitución Política del Estado, tiene las siguientes atribuciones enunciativas y no limitativas de otras que por mandato de la Ley y de la forma republicana de gobierno pudiera tener: 1. Iniciar el tratamiento de los Proyectos de Ley presentados por iniciativa ciudadana.

Artículo 25: Deberes Generales. Las Diputadas y Diputados en ejercicio tendrán, además de los establecidos por la Constitución Política del Estado, los siguientes deberes generales: [...] f) Recibir y canalizar mediante las instancias pertinentes, las iniciativas y solicitudes de los ciudadanos.

Artículo 116: Iniciativa. La potestad legislativa en la Cámara de Diputados, se ejerce mediante Proyectos de Ley presentados por:  
a) Iniciativa ciudadana presentada ante la Asamblea Legislativa Plurinacional y derivada por su Presidenta o Presidente ante la Cámara de Diputados, luego de cumplidos los procedimientos de Ley.

---

## Colombie

### Constitution politique de la Colombie (Constitución Política de Colombia)

Artículo 154: Las leyes pueden tener origen en cualquiera de las Cámaras a propuesta de sus respectivos miembros, del Gobierno nacional, de las entidades señaladas en el artículo 156, o por iniciativa popular en los casos previstos en la Constitución.

Artículo 155: Podrán presentar proyectos de ley o de reforma constitucional, un número de ciudadanos igual o superior al cinco por ciento del censo electoral existente en la fecha respectiva o el treinta por ciento de los concejales o diputados del país. La iniciativa popular será tramitada por el Congreso, de conformidad con lo establecido en el artículo 163, para los proyectos que hayan sido objeto de manifestación de urgencia.

Los ciudadanos proponentes tendrán derecho a designar un vocero que será oído por las Cámaras en todas las etapas del trámite.

Artículo 159: El proyecto de ley que hubiere sido negado en primer debate podrá ser considerado por la respectiva Cámara a solicitud de su autor, de un miembro de ella, del Gobierno o del vocero de los proponentes en los casos de iniciativa popular.

### Loi 134, Loi sur les mécanismes de participation citoyenne (Ley 134, Ley sobre mecanismos de participación ciudadana)

Artículo 2: Iniciativa Popular Legislativa y Normativa ante las Corporaciones Públicas. La iniciativa popular legislativa y normativa ante las corporaciones públicas es el derecho político de un grupo de ciudadanos de presentar Proyecto de Acto Legislativo y de ley ante el Congreso de la República, de Ordenanza ante las Asambleas Departamentales, de Acuerdo ante los Concejos Municipales o Distritales y de Resolución ante las Juntas Administradoras Locales, y demás resoluciones de las corporaciones de

---

---

las entidades territoriales, de acuerdo con las leyes que las reglamentan, según el caso, para que sean debatidos y posteriormente aprobados, modificados o negados por la corporación pública correspondiente.

Artículo 10: Los promotores y voceros. Para ser promotor de una iniciativa legislativa y normativa o de una solicitud de referendo, se requiere ser ciudadano en ejercicio y contar con el respaldo del cinco por mil de los ciudadanos inscritos en el respectivo censo electoral, cumpliendo con este requisito, podrán también ser promotores, una organización cívica, sindical, gremial; indígena o comunal del orden nacional, departamental, municipal o local, según el caso, o un partido o movimiento político, debiendo cumplir con el requisito de la personería jurídica en todos los casos. Además del cumplimiento de los requisitos exigidos en el inciso 1o., en el caso de las organizaciones, partidos o movimientos políticos, la iniciativa legislativa y normativa y la solicitud de referendo deberá ser aprobada en asamblea, congreso o convención, por la mayoría de los asistentes con derecho a voto, y será la misma asamblea la que los elija. Deberán constituirse en comité e inscribirse como tales ante la Registraduría del Estado Civil de la correspondiente circunscripción electoral. Este comité estará integrado por nueve ciudadanos, y elegirá el vocero, quien lo presidirá y representará. Si el promotor es la misma organización, partido o movimiento, el comité podrá estar integrado por sus directivas o por las personas que éstas designen para tal efecto. En el caso de que la iniciativa legislativa sea presentada por un grupo de concejales o de diputados, el comité será integrado por cinco de ellos, en uno y otro caso, quienes elegirán a su vocero. Por el solo hecho de ser concejal o diputado se podrá ser promotor.

Artículo 11: El formulario para la inscripción de iniciativas legislativas y normativas o de solicitudes de referendo. El formulario para la inscripción de una iniciativa legislativa y normativa o de una solicitud del referendo, será elaborado por la Registraduría del Estado Civil correspondiente, de conformidad con las instrucciones que sobre la materia imparta el Consejo Nacional Electoral, y deberá ser entregado gratuitamente a quien lo solicite. En este formulario deberá aparecer, en lugar visible, el número de firmas que deberán ser recogidas para que los promotores puedan presentar e inscribir la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud del referendo y la advertencia de que cualquier fraude en el proceso de recolección de firmas será castigado penalmente.

Artículo 12: Requisitos para la inscripción de iniciativas legislativas y normativas o de solicitudes de referendo. Al momento de la inscripción de una iniciativa legislativa y normativa o de la solicitud de un referendo, el vocero del comité de promotores deberá presentar el formulario que le entregó la Registraduría del Estado Civil correspondiente, diligenciado con la siguiente información:

- a. El nombre completo y el número del documento de identificación de los miembros del comité de promotores y de su vocero, previamente inscritos ante la registraduría correspondiente;
- b. La exposición de motivos de la iniciativa legislativa y normativa o de la solicitud de referendo que promueven y el resumen del contenido de la misma;
- c. En el caso de la iniciativa popular legislativa y normativa ante una corporación pública, o de la solicitud de un referendo aprobatorio, el título que describa la esencia de su contenido, y el proyecto de articulado;
- d. En el caso de iniciativas legislativas y normativas o de las solicitudes de referendo presentados en el marco de una entidad territorial, un espacio en el que se indique lugar y la dirección de la residencia de quienes respaldan su inscripción;
- e. El nombre de las organizaciones que respaldan la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud de referendo con la prueba de su existencia y copia del acta de la asamblea, congreso o convención en que fue adoptada la decisión, o, en su defecto, la lista con el nombre, la firma y el número del documento de identificación de las personas que respaldan estos procesos;
- f. En el caso de solicitud de referendo derogatorio, el texto de la norma que se pretende derogar, el número que la identifica y la fecha de su expedición;
- g. Cuando la iniciativa legislativa sea promovida por concejales o diputados,

---



---

el municipio o departamento respectivo.

Artículo 13: Relación de iniciativas populares legislativas y normativas. Toda iniciativa popular legislativa y normativa ante una corporación pública debe estar redactada en forma de proyecto de acto legislativo, de ley, de ordenanza, de acuerdo o de resolución local, según el caso, y referirse a una misma materia.

Artículo 14: Registro de iniciativas legislativas y normativas y de solicitudes de referendo. El registrador correspondiente asignará un número consecutivo de identificación a las iniciativas legislativas y normativas así como a las solicitudes de referendo, con el cual indicará el orden en que éstos han sido inscritos y la fecha de su inscripción. Así mismo, llevará un registro de todas las iniciativas legislativas y normativas y de las solicitudes de referendo inscritas, e informará inmediatamente del hecho a la corporación correspondiente o, en el caso de la revocatoria del mandato, a la persona involucrada, e informará trimestralmente a la ciudadanía, por un medio idóneo de comunicación escrito, sobre los procesos de recolección de firmas en curso.

Artículo 15: Efectos de la inscripción. La inscripción de iniciativas populares legislativas y normativas ante la Registraduría del Estado Civil correspondiente, no impide que la respectiva corporación pública decida sobre tales materias en el mismo sentido o en sentido distinto al de la iniciativa popular legislativa y normativa. Si así lo hiciere, deberá indicar expresamente si su decisión concuerda o contradice la iniciativa, así como los motivos que tuvo para ello.

Artículo 16: El formulario para el trámite de iniciativas legislativas y normativas y de las solicitudes de referendo. El documento sobre el cual firmarán los ciudadanos que apoyan la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud del referendo deberá ser un formulario diferente a aquel con el cual se efectuó la inscripción en la registraduría correspondiente y contendrá cuando menos la siguiente información: a. El número que la Registraduría del Estado Civil le asignó a la iniciativa legislativa y normativa o a la solicitud de referendo; b. La información requerida en el formulario presentado para la inscripción de la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud de referendo, de conformidad con los artículos 11 y 12 de la presente ley; c. El resumen del contenido de la propuesta y la invitación a los eventuales firmantes a leerlo antes de apoyarlo. El texto de la iniciativa legislativa y normativa o de la solicitud de referendo y su resumen, no podrán contener alusiones personales ni hacer publicidad personal o comercial. En el caso de las firmas que se recolecten por correo, según lo previsto en el artículo 19 de esta Ley, el documento en que se firme deberá contener la información exigida en el presente artículo. Los promotores deberán anexar además el texto completo del articulado correspondiente y las razones que lo hacen conveniente para que el ciudadano que desee conocer el proyecto completo tenga la posibilidad de hacerlo. Si se trata de una solicitud de referendo derogatorio, se anexará el texto de la norma en cuestión.

Artículo 17: Plazo para la recolección de apoyos. Inscrita la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud de referendo ante la Registraduría del Estado Civil correspondiente, el Registrador del Estado Civil dispondrá de quince quince días para la elaboración y entrega de los formularios a los promotores; éstos contarán, desde ese momento, con seis meses para la recolección de las firmas de quienes apoyan estos procesos de participación. Este plazo podrá ser prorrogado, en caso de fuerza mayor, en la forma y por el tiempo que señale el Consejo Nacional Electoral.

---

---

**Artículo 18:** Suscripción de apoyos. Para consignar su apoyo en una iniciativa legislativa y normativa o en una solicitud de referendo, el ciudadano deberá escribir en el formulario, de su puño y letra, la fecha en que firma, su nombre, el número de su documento de identificación, el lugar y la dirección de su residencia, todo esto en forma completa y legible, y su firma. Si la persona no supiere escribir imprimirá su huella dactilar a continuación del que firme a su ruego. Si hubiere firmas repetidas, se tendrá por válida la que tenga la fecha más reciente. En el caso de iniciativas promovidas por concejales o diputados, se escribirá el nombre del municipio o departamento en el que ejercen dicha representación. Serán anulados por la Registraduría de la Circunscripción Electoral correspondiente los respaldos suscritos en documentos que no cumplan los requisitos señalados en el artículo 16, al igual que aquellos que incurran en alguna de las siguientes razones, las cuales deberán ser certificadas por escrito:

1. Fecha, nombre o número de la cédula de ciudadanía ilegibles o no identificables;
2. Firma con datos incompletos, falsos o erróneos;
3. Firmas de la misma mano;
4. Firma no manuscrita;
5. No inscrito en el censo electoral correspondiente.

Tratándose de una iniciativa legislativa y normativa o de una solicitud de referendo en el ámbito de las entidades territoriales, será causal de nulidad del respaldo no ser residente en la respectiva entidad territorial.

**Artículo 19:** Recolección de apoyos por correo. Los respaldos también podrán ser remitidos por correo que deberá ser certificado, debiendo la persona que desee apoyar la iniciativa legislativa o la solicitud de referendo consignar la información requerida y firmar en la forma prevista en el artículo anterior. El documento donde firme podrá ser un formulario, una copia del mismo o un formato donde aparezca la información exigida en el artículo 16. El Estado asumirá los costos del envío de los formularios firmados.

**Artículo 20:** Desistimiento. Por decisión de la mitad más uno de los miembros del comité de promotores, éstos podrán desistir de la iniciativa legislativa y normativa o de la solicitud de referendo antes del vencimiento del plazo para la recolección de los apoyos. Decisión que debe ser presentada por escrito, motivada y personalmente al registrador correspondiente, junto con todas las firmas recogidas hasta el momento. Dentro del mes siguiente a la presentación del desistimiento, la Registraduría efectuará el conteo, hará público el número de firmas recogidas y señalará el plazo para que cualquier ciudadano, concejal o diputado que lo desee integre un nuevo comité de promotores. Este dispondrá, para completar el número de apoyos requerido, de lo que restaba del plazo, contado a partir del momento en que el nuevo comité se haya inscrito ante el Registrador del Estado Civil correspondiente y reciba los formularios respectivos. Los documentos entregados por los que desistieron reposarán en la Registraduría. Para la continuación del proceso de recolección de apoyos los nuevos promotores recibirán otros formularios en los que, además de la información contenida en los anteriores, se indique, el nombre de los integrantes del nuevo comité de promotores, y el número total de apoyos recogidos hasta el momento.

**Artículo 21:** Entrega de los formularios a la registraduría. Antes de vencerse el plazo de seis meses, los promotores presentarán los formularios debidamente diligenciados, al Registrador del Estado Civil correspondiente. Vencido el plazo sin que se haya logrado completar el número de apoyos requeridos, la iniciativa legislativa y normativa o la solicitud de referendo será archivada. Si el número mínimo de firmas requerido no se ha cumplido y aún no ha vencido el plazo para la recolección de firmas podrá continuarse con el proceso por el período que falte y un mes más. Vencido este plazo, las firmas adicionales serán entregadas para que la Registraduría expida un nuevo certificado.

---

---

Artículo 22: Verificación de la registraduría. El Registrador Nacional del Estado Civil señalará el procedimiento que deba seguirse para la verificación de la autenticidad de los respaldos y podrá adoptar técnicas de muestreo científicamente sustentadas, previa aprobación de las mismas por el Consejo Nacional Electoral.

Artículo 23: Certificación de la registraduría. En el término de un mes, contado a partir de la fecha de la entrega de los formularios por los promotores y hechas las verificaciones de ley, el respectivo Registrador del Estado Civil certificará el número total de respaldos consignados, el número de respaldos válidos y nulos y, finalmente, si se ha cumplido o no con los requisitos constitucionales y legales exigidos para el apoyo de la iniciativa legislativa y normativa o de la solicitud de referendo.

Artículo 24: Destrucción de los formularios. Una vez que la Registraduría correspondiente haya expedido el certificado a que se refiere el artículo anterior, conservará los formularios por veinte (20) días. Durante ese término, los promotores podrán interponer ante la jurisdicción contencioso administrativa las acciones a que haya lugar cuando, por la anulación de firmas, no se hubiere obtenido el apoyo requerido. Cuando se haya interpuesto alguna acción contra la decisión de la Registraduría, los formularios deberán conservarse mientras ésta se resuelve. Vencido el término o resueltas las acciones, los materiales quedarán a disposición del Fondo Rotatorio de la Registraduría.

Artículo 25. Recolección de firmas en entidades territoriales. Cuando se realicen procesos de participación ciudadana en el ámbito de las entidades territoriales o de las comunas, corregimientos o localidades, sólo podrán consignar su apoyo quienes residan en la respectiva entidad territorial, comuna, corregimiento o localidad además de estar inscritos en el correspondiente censo electoral.

Artículo 26: Certificación. La organización electoral certificará, para todos los efectos legales, el cumplimiento de los requisitos exigidos para la realización de los mecanismos de participación ciudadana.

Artículo 27: Respaldo de las iniciativas populares legislativas y normativas. Para que una iniciativa popular de acto legislativo, de ley, de ordenanza, de acuerdo o de resolución local sea presentada ante la respectiva corporación pública, deberá contar con el respaldo de por lo menos el cinco por ciento (5%) de los ciudadanos inscritos en el censo electoral correspondiente. Cuando las iniciativas populares legislativas y normativas promovidas por concejales o diputados sean de ley, requerirán un respaldo del treinta por ciento (30%) de los concejales o diputados del país.

Artículo 28: Materias que pueden ser objeto de iniciativa popular legislativa y normativa ante las corporaciones públicas. Sólo pueden ser materia de iniciativa popular legislativa y normativa ante las corporaciones públicas, aquellas que sean de la competencia de la respectiva corporación. No se podrán presentar iniciativas populares legislativas y normativas ante el Congreso, las asambleas, los concejos o las juntas administradoras locales, sobre las siguientes materias: 1. Las que sean de iniciativa exclusiva del Gobierno, de los gobernadores o de los alcaldes, según lo establecido en los artículos 154, 300, 313, 315, 322, 336 de la Constitución Política; 2. Presupuestales, fiscales o tributarias; 3. Relaciones internacionales; 4. Concesión de amnistías o indultos; 5. Preservación y restablecimiento del orden público.

---

---

Artículo 29: Presentación y publicación de las iniciativas populares legislativas y normativas ante las corporaciones públicas. Una vez certificado por la Registraduría del Estado Civil correspondiente, el cumplimiento de los requisitos de una iniciativa legislativa y normativa, exigidos por esta Ley, su vocero, presentará dicho certificado con el proyecto de articulado y la exposición de motivos, así como la dirección de su domicilio y la de los promotores, ante la Secretaría de una de las Cámaras del Congreso de la República o de la Corporación Pública respectiva, según el caso. El nombre de la iniciativa, el de sus promotores y vocero, así como el texto del proyecto de articulado y su exposición de motivos, deberán ser divulgados en la publicación oficial de la correspondiente corporación.

Artículo 30: reglas para el trámite de iniciativas populares legislativas y normativas ante las corporaciones públicas. Para garantizar la eficacia de la participación ciudadana durante el trámite de la iniciativa popular legislativa y normativa en la corporación respectiva, se respetarán las siguientes reglas:

1. La iniciativa popular será estudiada de conformidad con lo establecido en el reglamento de la corporación respectiva y se aplicarán las disposiciones establecidas en el artículo 163 de la Constitución Política para los proyectos que hayan sido objeto de manifestación de urgencia. En el caso de la iniciativa popular de acto legislativo presentada por el 20% de los concejales o diputados del país se aplicará el trámite previsto en el artículo 375 de la Constitución; 2. El vocero deberá ser convocado a todas las sesiones en que se tramite el proyecto y ser oído en todas las etapas del trámite; 3. El vocero podrá apelar ante la plenaria cuando la comisión respectiva se haya pronunciado en contra de la iniciativa popular; 4. Cuando la respectiva corporación no dé primer debate a una iniciativa popular legislativa o normativa durante una legislatura y ésta deba ser retirada, se podrá volver a presentar en la siguiente legislatura. En este caso, seguirán siendo válidas las firmas que apoyan la iniciativa popular, y no será necesario volver a recolectarlas. Las firmas ciudadanas que apoyen iniciativas que al momento de entrar en vigencia la presente Ley, se encuentren en tránsito en cualquier Corporación seguirán siendo válidas por un año más.

---

## Équateur

### Constitution de la République de l'Équateur (Constitución de la República del Ecuador)

Artículo 61: Las ecuatorianas y ecuatorianos gozan de los siguientes derechos: [...] 3. Presentar proyectos de iniciativa popular normativa.

Artículo 103: La iniciativa popular normativa se ejercerá para proponer la creación, reforma o derogatoria de normas jurídicas ante la Función Legislativa o cualquier otro órgano con competencia normativa. Deberá contar con el respaldo de un número no inferior al cero punto veinte y cinco por ciento de las personas inscritas en el registro electoral de la jurisdicción correspondiente. Quienes propongan la iniciativa popular participarán, mediante representantes, en el debate del proyecto en el órgano correspondiente, que tendrá un plazo de ciento ochenta días para tratar la propuesta; si no lo hace, la propuesta entrará en vigencia. Cuando se trate de un proyecto de ley, la Presidenta o Presidente de la República podrá enmendar el proyecto pero no vetarlo totalmente. Para la presentación de propuestas de reforma constitucional se requerirá el respaldo de un número no inferior al uno por ciento de las personas inscritas en el registro electoral. En el caso de que la Función Legislativa no trate la propuesta en el plazo de un año, los proponentes podrán solicitar al Consejo Nacional Electoral que convoque a consulta popular, sin necesidad de presentar

---

---

el ocho por ciento de respaldo de los inscritos en el registro electoral. Mientras se tramite una propuesta ciudadana de reforma constitucional no podrá presentarse otra.

Artículo 134: La iniciativa para presentar proyectos de ley corresponde: [...] 5. A las ciudadanas y los ciudadanos que estén en goce de los derechos políticos y a las organizaciones sociales que cuenten con el respaldo de por lo menos el cero punto veinticinco por ciento de las ciudadanas y ciudadanos inscritos en el padrón electoral nacional.

### Loi sur les fonctions législatives (Ley Orgánica de la Función Legislativa)

Artículo 54: De la iniciativa. La iniciativa para presentar proyectos de ley corresponde: [...] 5. A las ciudadanas y los ciudadanos que estén en goce de los derechos políticos y a las organizaciones sociales que cuenten con el respaldo de por los menos el cero punto veinticinco por ciento de las ciudadanas y ciudadanos inscritos en el padrón electoral nacional.

Artículo 66: Iniciativa Popular. La iniciativa popular normativa se ejercerá para proponer la creación, reforma o derogatoria de normas jurídicas ante la Función Legislativa o cualquier otro órgano con competencia normativa. Deberá contar con el respaldo de un número no inferior al cero punto veinte y cinco por ciento de las personas inscritas en el registro electoral de la jurisdicción correspondiente. Quienes propongan la iniciativa popular participarán, mediante representantes, en el debate del proyecto en el órgano correspondiente, que tendrá un plazo de ciento ochenta días para tratar la propuesta; si no lo hace, la propuesta entrará en vigencia. Cuando se trate de un proyecto de ley, la Presidenta o Presidente de la República podrá enmendar el proyecto pero no vetarlo totalmente. Para la presentación de propuestas de reforma constitucional se requerirá el respaldo de un número no inferior al uno por ciento de las personas inscritas en el registro electoral. En el caso de que la Función Legislativa no trate la propuesta en el plazo de un año, los proponentes podrán solicitar al Consejo Nacional Electoral que convoque a consulta popular, sin necesidad de presentar el ocho por ciento de respaldo de los inscritos en el registro electoral. Mientras se tramite una propuesta ciudadana de reforma constitucional no podrá presentarse otra. La Asamblea Nacional implementará un sistema de recepción de propuestas o proyectos de ley presentados en forma individual por las y los ciudadanos, que pondrá a conocimiento de las y los asambleístas a través de su red interna de comunicación, para que éstos puedan analizarlos y, de ser el caso, acogerlos y apoyarlos.

---

## **Paraguay**

### Constitution de la République du Paraguay (Constitución de la República del Paraguay)

Artículo 123: De la Iniciativa Popular. Se reconoce a los electores el derecho a la iniciativa popular para proponer al Congreso proyectos de ley. La forma de las propuestas, así como el número de electores que deban suscribirlas, serán establecidos en la ley.

Artículo 203: Del origen y de la iniciativa. Las leyes pueden tener origen en cualquiera de las Cámaras del Congreso, a propuesta de sus miembros; a proposición del Poder Ejecutivo; a iniciativa popular o a la de la Corte Suprema de Justicia, en los casos y en

---

---

las condiciones previstas en esta Constitución y en la ley.

Artículo 289: De la reforma. La reforma de esta Constitución sólo procederá luego de diez años de su promulgación. Podrán solicitar la reforma el veinticinco por ciento de los legisladores de cualquiera de las Cámaras del Congreso, el Presidente de la República o treinta mil electores, en petición firmada.

Artículo 290: De la enmienda. Transcurridos tres años de promulgada esta Constitución, podrán realizarse enmiendas a iniciativas de la cuarta parte de los legisladores de cualquiera de las Cámaras del Congreso, del Presidente de la República o de treinta mil electores, en petición firmada.

### **Loi N° 834/96, Code électoral du Paraguay (Ley N° 834/96, Código Electoral Paraguayo)**

Artículo 266: Los electores pueden ejercer la iniciativa popular en las condiciones establecidas en el presente código electoral. El derecho reconocido por la Constitución a favor de los electores para proponer, como iniciativa popular, proyectos de ley, requiere la presentación de una propuesta legislativa, que deberá contener lo siguiente: a. texto articulado del proyecto de ley, dotado de unidad substantiva, precedido de una exposición de motivos; b. la firma de por lo menos el 2% (dos por ciento) de los electores inscriptos en el Registro Cívico Permanente, identificados con su nombre, apellido y número de documento de identidad civil, cuyas firmas deberán ser autenticadas por escribano público y, recogidas en pliegos proveídos por la Justicia Electoral, numerados y rubricados por uno de los miembros de una de las salas del Tribunal Electoral de la Capital.

Artículo 267: Quedan excluidas de la iniciativa popular las cuestiones relativas a la legislación departamental o municipal, a la aprobación de tratados y acuerdos internacionales, así como las materias mencionadas en el artículo 122 de la Constitución.

Artículo 268: Para la tramitación de un proyecto de iniciativa popular deberá conformarse una comisión promotora de la iniciativa, integrada por cinco electores, con expresión de sus datos personales y la constitución de domicilio de la comisión. Esta tendrá la representación legal exclusiva para todos los trámites referentes al proyecto.

Artículo 269: Los promotores de la iniciativa popular podrán presentar al Congreso el texto íntegro de la ley y su exposición de motivos sin el número mínimo de firmas requerido. Esta presentación permitirá establecer, previamente, si existen cuestiones que impidan seguir adelante con la iniciativa popular, relacionadas con la existencia de un proyecto igual, en trámite, sobre la misma materia en cualquiera de las Cámaras o si el proyecto bajo iniciativa popular versa sobre las materias mencionadas en el artículo 267. En estos casos el Presidente del Congreso rechazará la iniciativa bajo resolución fundada, y de inmediato se comunicará a los promotores en el domicilio fijado y al plenario de cada una de las Cámaras del Congreso. Esta decisión no admitirá la interposición de recurso alguno.

Artículo 270: Si no existiera alguno de los impedimentos mencionados en el artículo anterior, el Presidente del Congreso expedirá una constancia dentro del plazo de quince días, en la cual se establezca que el proyecto de ley tendrá prioridad en su tratamiento

---

---

sobre cualquier otro proyecto igual, hasta un plazo de ciento ochenta días, dentro del cual se deberán presentar los pliegos, con los recaudos establecidos en el artículo 266.

Artículo 271: Admitido un proyecto de ley bajo iniciativa popular el mismo seguirá el procedimiento establecido en la Sección II, "De la formación y sanción de la leyes", de la Constitución y lo previsto en los reglamentos internos de cada Cámara. El estudio correspondiente se iniciará sin demora en la Cámara respectiva.

Artículo 272: Si, al término del plazo establecido, los promotores no hubiesen reunido la cantidad de firmas exigidas, pero superasen el 75%, debidamente comprobado ante la Justicia Electoral, el Presidente del Congreso, a solicitud de los promotores, podrá prorrogar el plazo hasta sesenta días más. Agotado el mismo sin que entreguen la cantidad de firmas requeridas, en las condiciones exigidas, caducará de pleno derecho la iniciativa.

Artículo 273: El Estado se obliga a resarcir gastos incurridos por los promotores a razón de 2.000 G. (dos mil guaraníes) por firma de cada elector, siempre que el proyecto de ley presentado bajo la iniciativa popular quede convertido en ley de la República.

Artículo 274: El proyecto de ley que no hubiese reunido las firmas requeridas o fuese rechazado por el Congreso de acuerdo con el procedimiento previsto para la formación y sanción de las leyes, no podrá promoverse de nuevo hasta después de transcurridos dos años, a contar de la fecha de la notificación correspondiente.

Artículo 275: El Tribunal Superior de Justicia Electoral dispondrá, como corresponda, el control de lo previsto en el inc. b) del artículo 266 e informará por escrito al Presidente del Congreso el cumplimiento, por los promotores de lo dispuesto en dicho artículo.

---

## **Pérou**

### **Constitution politique du Pérou (Constitución Política del Perú)**

Artículo 2: Toda persona tiene derecho: [...] 17. A participar, en forma individual o asociada, en la vida política, económica, social y cultural de la Nación. Los ciudadanos tienen, conforme a ley, los derechos de elección, de remoción o revocación de autoridades, de iniciativa legislativa y de referéndum.

Artículo 31: Los ciudadanos tienen derecho a participar en los asuntos públicos mediante referéndum; iniciativa legislativa; remoción o revocación de autoridades y demanda de rendición de cuentas. Tienen también el derecho de ser elegidos y de elegir libremente a sus representantes, de acuerdo con las condiciones y procedimientos determinados por ley orgánica.

Artículo 206: [...] La iniciativa de reforma constitucional corresponde al Presidente de la República, con aprobación del Consejo de Ministros; a los congresistas; y a un número de ciudadanos equivalente al cero punto tres por ciento (0.3%) de la población electoral, con firmas comprobadas por la autoridad electoral.

---

---

## Loi N° 26300, Loi sur les droits à la participation et au contrôle citoyen (Ley N° 26300, Ley de los Derechos de Participación y Control Ciudadanos)

### Artículo 2: Derechos de participación ciudadana

Son derechos de participación de los ciudadanos los siguientes: a) Iniciativa de Reforma Constitucional; b) Iniciativa en la formación de las leyes; c) referéndum; d) iniciativa en la formación de ordenanzas regionales y ordenanzas municipales; y, e) otros mecanismos de participación establecidos en la legislación vigente.

Artículo 4: Inicio del procedimiento. La solicitud de iniciación del procedimiento se presenta ante la autoridad electoral acompañada de la iniciativa correspondiente y la relación de los nombres, documentos de identificación, firmas o huellas digitales de los promotores de la iniciativa, así como del domicilio común señalado para los efectos del procedimiento.

Artículo 6: Comprobación de firmas. Recibida la solicitud de iniciación del procedimiento, la autoridad electoral verifica la autenticidad de las firmas y expide las constancias a que haya lugar. Corresponde al Registro Nacional de Identificación y Estado Civil la verificación de firmas de adherentes para dar inicio a cualesquiera de los procedimientos normados por la presente Ley.

Artículo 8: Admisión de la iniciativa. Cuando la verificación de las firmas y la habilitación de los suscriptores para votar en la jurisdicción electoral, en la que se ejerce la iniciativa resulte conforme a ley, la autoridad electoral emite resolución admitiendo la iniciativa ciudadana e incluyendo en ella, según corresponda, el texto del proyecto en caso de iniciativa normativa, el argumento que acompaña la iniciativa de Revocatoria o Remoción de Autoridades, el pliego interpelatorio cuando se trate de Demanda de Rendición de Cuentas o la materia normativa sujeta a Referéndum.

Artículo 9: Personeros de los promotores de iniciativas. Los promotores podrán designar personeros ante cada uno de los órganos electorales para presenciar y fiscalizar todos los actos del proceso.

Artículo 10: Número de adherentes insuficiente. Depurada la relación de suscriptores y no alcanzado el número necesario, los Promotores tendrán un plazo adicional de hasta treinta días para completar el número de adherentes requerido.

### Artículo 11: Porcentaje mínimo de ciudadanos adherentes

La iniciativa legislativa de uno o más proyectos de ley, acompañada por las firmas comprobadas de no menos del cero punto tres por ciento (0.3%) de la población electoral nacional recibe preferencia en el trámite del Congreso. El Congreso ordena su publicación en el diario oficial.

### Artículo 12: Limitaciones a la iniciativa de formación de leyes

El derecho de iniciativa en la formación de leyes comprende todas las materias con las mismas limitaciones que sobre temas tributarios o presupuestarios tienen los congresistas de la República. La iniciativa se redacta en forma de proyecto articulado.



---

Artículo 13: Aprobación del proyecto. El Congreso dictamina y vota el proyecto en el plazo de 120 días calendario.

Artículo 14: Sustentación del proyecto. Quienes presentan la iniciativa pueden nombrar a dos representantes para la sustentación y defensa en la o las comisiones dictaminadoras del Congreso y en su caso en el proceso de reconsideración.

Artículo 15: Acumulación de proyectos con igual objeto

Si existiese uno o más proyectos de ley que versen sobre lo mismo que el presentado por la ciudadanía, se procede a la acumulación de éstos, sin que ello signifique que las facultades de los promotores de la iniciativa o de quien lo represente queden sin efecto.

Artículo 17: Porcentaje mínimo de ciudadanos adherentes

El derecho de iniciativa para la Reforma parcial o total de la Constitución requiere la adhesión de un número de ciudadanos equivalente al cero punto tres por ciento (0.3%) de la población electoral nacional.

Artículo 18: Trámite de las iniciativas ciudadanas. Las iniciativas de Reforma Constitucional provenientes de la ciudadanía se tramitan con arreglo a las mismas previsiones dispuestas para las iniciativas de los congresistas.

Artículo 19: Improcedencia de reforma constitucional. Es improcedente toda iniciativa de reforma constitucional que recorte los derechos ciudadanos consagrados en el Artículo 2 de la Constitución Política del Perú.

### **Règlement du Congrès de la République (Reglamento del Congreso de la República)**

Artículo 74: Por el derecho de iniciativa legislativa, los ciudadanos y las instituciones señaladas por la Constitución Política tienen capacidad para presentar proposiciones de ley ante el Congreso.

Artículo 76: La presentación de las proposiciones de ley y de resolución legislativa está sujeta, además de lo señalado en el artículo precedente, a los siguientes requisitos especiales: [...] 3. Las proposiciones de ley que presentan los ciudadanos deben ir acompañadas por las firmas de por lo menos 0.3% de la población electoral y una resolución expedida por la Oficina Nacional de Procesos Electorales, que declare expedito el procedimiento al haberse realizado la comprobación de firmas, de acuerdo con la ley que regula la materia. El oficio de remisión al Congreso debe estar firmado por uno o por los diez primeros ciudadanos que suscriben la iniciativa, indicando, además del número de libreta electoral, la dirección donde deba notificársele en caso necesario. Las proposiciones ciudadanas no pueden versar sobre los asuntos señalados en el numeral uno precedente.

---

## **Uruguay**

### **Constitution de la République (Constitución de la República)**

Artículo 79: [...] El veinticinco por ciento del total de inscriptos habilitados para votar, podrá interponer, dentro del año de su

---

---

promulgación, el recurso de referéndum contra las leyes y ejercer el derecho de iniciativa ante el Poder Legislativo. Estos institutos no son aplicables con respecto a las leyes que establezcan tributos. Tampoco caben en los casos en que la iniciativa sea privativa del Poder Ejecutivo. Ambos institutos serán reglamentados por ley, dictada por mayoría absoluta del total de componentes de cada Cámara.

Artículo 82: La Nación adopta para su Gobierno la forma democrática republicana. Su soberanía será ejercida directamente por el Cuerpo Electoral en los casos de elección, iniciativa y referéndum, e indirectamente por los Poderes representativos que establece esta Constitución; todo conforme a las reglas expresadas en la misma.

Artículo 331: La presente Constitución podrá ser reformada, total o parcialmente, conforme a los siguientes procedimientos: A) Por iniciativa del diez por ciento de los ciudadanos inscritos en el Registro Cívico Nacional, presentando un proyecto articulado que se elevará al Presidente de la Asamblea General, debiendo ser sometido a la decisión popular, en la elección más inmediata.

---

## Venezuela

### Constitution de la République bolivarienne du Venezuela (Constitución de la República Bolivariana de Venezuela)

Artículo 70: Son medios de participación y protagonismo del pueblo en ejercicio de su soberanía, en lo político: la elección de cargos públicos, el referendo, la consulta popular, la revocación del mandato, las iniciativas legislativa, constitucional y constituyente, el cabildo abierto y la asamblea de ciudadanos y ciudadanas cuyas decisiones serán de carácter vinculante, entre otros; y en lo social y económico: las instancias de atención ciudadana, la autogestión, la cogestión, las cooperativas en todas sus formas incluyendo las de carácter financiero, las cajas de ahorro, la empresa comunitaria y demás formas asociativas guiadas por los valores de la mutua cooperación y la solidaridad. La ley establecerá las condiciones para el efectivo funcionamiento de los medios de participación previstos en este artículo.

Artículo 204: La iniciativa de las leyes corresponde: [...] 7. . A los electores y electoras en un número no menor del cero coma uno por ciento de los inscritos e inscritas en el Registro Civil y Electoral.

Artículo 205: La discusión de los proyectos de ley presentados por los electores y electoras conforme a lo dispuesto en el artículo anterior, se iniciará a más tardar en el período de sesiones ordinarias siguiente al que se haya presentado. Si el debate no se inicia dentro de dicho lapso, el proyecto se someterá a referendo aprobatorio de conformidad con la ley.

Artículo 341: Las enmiendas a esta Constitución se tramitarán en la forma siguiente: 1. La iniciativa podrá partir del quince por ciento de los ciudadanos inscritos y las ciudadanas inscritas en el Registro Civil y Electoral; o de un treinta por ciento de los o las integrantes de la Asamblea Nacional o del Presidente o Presidenta de la República en Consejo de Ministros.

### Règlement interne et de débat de l'Assemblée nationale (Reglamento Interior y de Debates de la Asamblea)

---

## Nacional)

Artículo 78: Las personas naturales y las organizaciones de la sociedad podrán presentar mociones o propuestas a consideración de la Asamblea Nacional, por escrito. En ellas se identificará suficientemente la autoría de las mismas, y recibirán el mismo trato que el resto de las mociones o propuestas, según establece este Reglamento. Si las mociones o propuestas fueren presentadas por personas naturales en un número no menor del cero coma uno por ciento (0,1%) de las personas inscritas en el registro electoral, suministrado por el Poder Electoral, se admitirán sin otro trámite. En este caso, un ciudadano o ciudadana actuará en representación de quienes las hayan propuesto, con derecho a voz en la oportunidad en que la moción sea objeto de debate.

Artículo 112: Los proyectos de acuerdos que provengan de personas naturales o de organizaciones de la sociedad podrán ser presentados a la Asamblea Nacional por secretaria. Cuando los proyectos de acuerdos de origen popular estén respaldados por un número igual o superior al cero coma uno por ciento de las personas inscritas en el registro electoral suministrado por el Poder Electoral, ingresarán sin otro trámite a la Cuenta de la Asamblea Nacional para ordenar su distribución entre los integrantes de la misma y fijar la fecha de su discusión dentro de los diez días hábiles siguientes, a menos que la Asamblea Nacional decida otra fecha anterior. Durante la discusión del acuerdo, una persona actuará en representación de quienes lo propongan y tendrá derecho a voz.

### 3. Audiencias et consultations publiques

#### Amérique du Nord

---

##### Mexique

##### Loi du Congrès général des États unis mexicains (Ley Orgánica del Congreso General de los Estados Unidos Mexicanos)

Artículo 93: Las reuniones de las comisiones podrán ser públicas, cuando así lo acuerden sus integrantes. También podrán celebrar sesiones de información y audiencia a las que asistirán, a invitación de ellas, representantes de grupos de interés, asesores, peritos, o las personas que las comisiones consideren que puedan aportar conocimientos y experiencias sobre el asunto de que se trate.

##### Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)

Artículo 177: [...]2. La comisión por mayoría absoluta podrá acordar la realización de audiencias públicas o reuniones, en las que consulte: I. La opinión de los especialistas en la materia; II. A los grupos interesados, si los hubiere; III. A los titulares de las entidades de la administración pública paraestatal, a las organizaciones, grupos, ciudadanos y a los titulares o representantes legales de las empresas de particulares que detenten una concesión del Estado; IV. A las cámaras, consejos y organizaciones sociales concededoras del tema que se discuta, y V. Las opiniones de los ciudadanos.

Artículo 178: 1. Para la realización de las audiencias públicas las comisiones acordarán por mayoría absoluta el programa y las fechas en las que se podrá participar en el proceso de opinión ante ellas, que se divulgarán a través de los medios de información de la Cámara.

Artículo 179: 1. Las audiencias por regla general serán públicas, siempre que las condiciones físicas, técnicas y de seguridad así lo permitan; quienes concurren a ellas deberán guardar la consideración y respeto hacia los demás, bajo el aviso de que el incumplimiento de lo anterior dará lugar a su exclusión en este proceso por parte de quien presida la Reunión.

##### Règlement du Sénat de la République (Reglamento del Senado de la República)

Artículo 129: 1. La Junta Directiva tiene las atribuciones siguientes: [...] VII. Proponer consultas y audiencias, públicas o privadas, con autoridades gubernamentales, especialistas, representativos de organizaciones sociales y ciudadanos en general, relacionados con las materias de cada comisión.

---

Artículo 133: 1. En tanto órganos colegiados, las comisiones tienen las atribuciones siguientes: [...] V. Realizar consultas y audiencias, en sede legislativa o fuera de ella, relacionadas con las materias de su competencia.

Artículo 184: En el proceso de dictaminar, las comisiones pueden convocar a audiencias públicas o reuniones, con el fin de escuchar al autor o autores de la iniciativa, a especialistas en la materia, representantes de organizaciones y grupos interesados, así como a ciudadanos.

## Amérique centrale

---

### Le Salvador [Règlement interne de l'Assemblée législative \(Reglamento Interior de la Asamblea Legislativa\)](#)

Artículo 50: Las comisiones podrán acordar realizar consultas públicas sobre los temas en estudio; para ello, organizarán los eventos que estimen convenientes. La Junta Directiva tomará las providencias para facilitar la realización de las consultas en el marco de las posibilidades de la Asamblea.

---

### Guatemala [Loi sur l'organe législatif \(Ley Orgánica del Organismo Legislativo\)](#)

Artículo 36: Sesiones de la Comisión. [...] Las Comisiones de Trabajo podrán celebrar audiencias públicas como parte del proceso de estudio y dictamen de las iniciativas que le sean remitidas.

---

### Nicaragua [Loi N°606, Loi sur le pouvoir législatif de la République du Nicaragua \(Ley N°606, Ley Orgánica del Poder Legislativo de la República de Nicaragua\)](#)

Artículo 54: Las Comisiones tienen las siguientes facultades: [...] 5) Desarrollar consultas de conformidad con la Ley N°. 475, Ley de Participación Ciudadana y demás leyes.

Artículo 110: Proceso de Consulta y Dictamen. [...] La Dirección General de Asuntos Legislativos incluirá el soporte electrónico de las iniciativas que pasen a Proceso de consulta y dictamen, al Sistema de Seguimiento del Proceso de Formación de la Ley (SELEY), para que sea de conocimiento público y se puedan recibir aportes de los ciudadanos y las asociaciones civiles.

Artículo 111: De la consulta. [...] La Consulta al órgano u órganos que van a ejecutar la ley, a los representantes y destinatarios de la ley o usuarios es obligatoria y una vez aprobado el programa de Consulta será oficializado ante los medios de comunicación

---

con acreditación parlamentaria y estará disponible en el sitio web de la Asamblea Nacional. Los resultados obtenidos en el proceso de consulta aportarán al trabajo de la Comisión, y ésta deberá de hacer referencia de las personas naturales o jurídicas que hayan sido consultadas en el dictamen. Si estas consultas no fueren realizadas, su falta podrá ser considerada como causal para declarar el Dictamen como insuficiente en la fase de discusión en Plenario si así lo solicitare cualquier Diputado o Diputada y fuese aprobado por el Plenario.

### **Loi N° 475, Loi sur la participation citoyenne (Ley N° 475, Ley de Participación Ciudadana)**

Artículo 15: Consulta ciudadana. Una vez que la iniciativa de ley sea enviada a comisión para su dictamen, ésta dispondrá del plazo que al respecto establece el Estatuto General y el Reglamento Interno de la Asamblea Nacional, respectivamente, dentro del proceso de formación de la ley, para la realización del programa de consulta ciudadana. Para tal efecto se podrá citar a las instituciones públicas y privadas, asociaciones civiles sin fines de lucro, sindicatos, cooperativas, organizaciones de mujeres, juveniles y comunales, gobiernos regionales y municipales, instancias de consulta municipales y departamentales, personas particulares que representen intereses de un colectivo o cualquier organización y especialistas, todos ellos relacionados con el objeto de la presente Ley.

Artículo 16: Los resultados obtenidos en el proceso de consultas ilustrarán el trabajo de la comisión, y ésta deberá de hacer referencia explícita de los aportes de las personas particulares y/o jurídicas que hayan sido consultadas en el dictamen. Si estas consultas no fueren realizadas, su falta podrá ser considerada como causal para declarar el dictamen como insuficiente en la fase de discusión en Plenario si así lo solicitare cualquier diputado y fuese aprobado por el Plenario.

## **Caraïbes**

---

### **Cuba**

### **Règlement de l'Assemblée nationale de la République de Cuba (Reglamento de la Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba)**

Artículo 30: Las Comisiones para el cumplimiento de sus funciones pueden: 1. convocar la celebración de audiencias y realizar investigaciones que le permitan profundizar en temas concretos, para lo cual podrán celebrar reuniones con dirigentes, funcionarios, especialistas y ciudadanos, así como realizar encuestas, análisis de eficiencia y cuantas otras tareas y actividades sean necesarias para evaluar el tema de que se trate.

Artículo 31: Las audiencias pueden ser públicas o privadas y se efectúan, para realizar análisis y estudios sobre determinados temas y anteproyectos legislativos. La aprobación para celebrar las audiencias corresponde al Presidente de la Asamblea Nacional.

Artículo 68: Las Comisiones de la Asamblea Nacional deben expresar en sus recomendaciones las siguientes conclusiones: 1.

---

---

aprobar el proyecto con enmiendas o sin ellas, pudiendo además recomendar en qué período de sesiones debe incluirse y si debe someterse a consulta popular.

Artículo 72: .La Asamblea Nacional puede decidir la convocatoria a consulta popular del proyecto en cuestión, previamente al debate para su consideración. En ese caso el Presidente encarga a una Comisión la organización de la discusión popular, lo que se coordina con las organizaciones de masas y sociales, a fin de realizarla. Al término de la discusión, la Comisión comunica los resultados a la Asamblea Nacional por medio del Presidente de esta y hace las recomendaciones pertinentes sobre las sugerencias y proposiciones de modificaciones que se hayan formulado.

---

## **République dominicaine**

### **Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)**

Artículo 156: Objetivos. Con el propósito de garantizar que la Cámara de Diputados, en el ejercicio de su función de representar, legislar, fiscalizar y hacer una adecuada ponderación de las necesidades, requerimientos y el sentir de la sociedad, se establecen mecanismos de consulta e intercambio con la ciudadanía en general y sectores sociales organizados.

Artículo 157: Mecanismos de consulta. Manuales de procedimiento. Las comisiones tendrán la decisión y la responsabilidad de convocar, dirigir y coordinar los mecanismos de consulta e intercambio, conforme al presente reglamento y los manuales de procedimientos que se dicten al efecto en relación con los asuntos puestos a su cargo. Estos mecanismos, entre otros, son los siguientes: 1) Vistas públicas: Son reuniones abiertas al público, celebradas por los miembros de una comisión para escuchar la opinión de toda persona, física o moral, interesada en participar sobre el tema anunciado. Los participantes entregarán sus posiciones por escrito. Las vistas públicas serán convocadas a través de un aviso, por lo menos, en un periódico de circulación nacional y en el portal institucional, con un mínimo de antelación de tres días laborables a su celebración; 2) Reuniones de trabajo: Son encuentros entre los miembros de una comisión y personas o representantes de sectores interesados, que lo hayan solicitado o que hayan sido invitados para dialogar sobre el tema en curso; 3) Seminarios y talleres: Son eventos organizados con el propósito de producir un intercambio de ideas e información entre los miembros de una comisión y especialistas, que pudieran contribuir al análisis de un tema en particular; 4) Recepción de correspondencia: Las personas podrán enviar comunicaciones escritas a las comisiones mediante la cual expresen sus opiniones relativas al tema, de cuyo estudio esté apoderada la comisión; 5) Encuentros de intercambios con funcionarios de otros poderes del Estado dentro del ámbito de su competencia; 6) Traslado de las comisiones: Las comisiones o subcomisiones podrán desplazarse dentro o fuera del territorio nacional, para establecer contacto directo con aquellas autoridades, poblaciones y realidades que se hallen dentro de su competencia.

### **Règlement du Sénat de la République (Reglamento del Senado de la República)**

Artículo 297: Mecanismos de consulta e intercambio.- Se establecen los mecanismos de consulta e intercambio con la ciudadanía en general y sectores sociales organizados, con el propósito de garantizar que el Senado, en el ejercicio de su función de representar, legislar y fiscalizar, pueda hacer una adecuada ponderación de las necesidades, requerimientos y sentir de la

---

sociedad.

Artículo 298: Modalidades de los mecanismos de consulta de las comisiones. Los mecanismos de consulta son los siguientes: 1) Vistas Públicas: Son eventos abiertos, celebrados por los miembros de una comisión para escuchar la opinión de toda persona interesada en participar sobre el tema anunciado. Los participantes entregarán sus posiciones por escrito. Serán convocados, a través de un aviso en un periódico de circulación nacional, por lo menos tres días hábiles antes de la celebración de la misma. 2) Reuniones de Trabajo: Son encuentros entre los miembros de una comisión y personas o sectores interesados que lo hayan solicitado o que hayan sido invitados para dialogar sobre un tema específico que esté en curso en la comisión; 3) Seminarios y Talleres: Son eventos organizados por una comisión con el propósito de producir un intercambio de ideas e información entre especialistas de un área específica, que pudieran contribuir al análisis de un tema en particular; 4) Recepción de invitados y correspondencias: Cualquier persona física o moral, podrá enviar comunicación escrita a la comisión, mediante la cual exprese sus opiniones relativas a un tema específico.

## Amérique du Sud

---

### Argentine

#### Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)

Artículo 114bis: Audiencias públicas y debates virtuales. Las comisiones podrán realizar audiencias públicas y abrir foros y videochat de debates virtuales con la finalidad de conocer la opinión de la ciudadanía en general, personas jurídicas y de carácter público o privado y organizaciones de la comunidad, sobre materias de su competencia. a) La decisión de llevar a cabo dichas actividades podrá ser adoptada por la comisión o comisiones intervinientes, siempre que cuenten con la adhesión de la mayoría de sus miembros. Esta decisión, junto al texto de la convocatoria, serán comunicados a la Presidencia de la Cámara y, en su caso, a la Dirección de Informática a los fines que correspondan; b) Las audiencias se regirán por los principios de simplicidad, oralidad, informalismo, participación y economía procesal. Las autoridades de la comisión o comisiones determinarán los requisitos de acreditación y modalidad de intervención de los participantes a la audiencia, los que deberán constar expresamente en el texto de la convocatoria. La versión taquigráfica de la audiencia estará a disposición del público y deberá ser dada a publicidad por la comisión cabecera del tema de análisis. La Cámara destinará un ámbito de la misma para la realización de audiencia pública y cubrirá los gastos que demande la publicación de la convocatoria en dos de los diarios de mayor circulación en el país, o bien en la publicación que corresponda según la materia de la audiencia pública; c) Las opiniones de los participantes y las conclusiones a las que se arribe como producto de estas actividades no serán vinculantes. Estas opiniones y conclusiones deberán ser formalmente receptadas por la comisión o comisiones, e incluidas como antecedentes en el orden del día correspondiente al expediente o expedientes relacionados con el asunto para el cual se ha convocado.

#### Règlement de la Chambre des sénateurs (Reglamento de la Cámara de Senadores)

---



---

Artículo 112: Las Comisiones pueden convocar a audiencia pública para el tratamiento de proyectos o asuntos sometidos a su consideración mediante dictamen adoptado por la mayoría absoluta de sus miembros.

Artículo 113: Las opiniones recogidas durante la audiencia pública son de carácter consultivo y no vinculante. Si la comisión emite dictamen sobre el asunto o proyecto tratado en audiencia pública, fundamentará su decisión explicitando de qué manera ha tomado en cuenta las opiniones de la ciudadanía y/o de los expertos en la materia –si los hubiera- y, en su caso, por qué razones las rechaza.

Artículo 114: La convocatoria a la audiencia pública establecerá: a. La comisión que realiza la audiencia; b. Fecha en que se realiza; c. Una presentación sucinta del tema sobre el cual versará la audiencia; d. Los medios por los cuales se dará amplia difusión a ésta. La comisión que realice la audiencia, dará a la convocatoria la mayor difusión posible para que sea conocida por la ciudadanía en general y por los organismos no gubernamentales interesados. Se publicará, de ser posible, en los dos diarios de mayor circulación en el ámbito de la Nación, durante dos días con no menos de quince días corridos de antelación respecto de la realización de la misma. Asimismo, será publicada en el sitio de internet de esta Cámara. La publicación contendrá además de lo establecido en la convocatoria, lo siguiente: a) horario y lugar de la audiencia pública; b) dirección, teléfono, fax y correo electrónico de la comisión; c) el día, horario y condiciones en que se realizarán las inscripciones en el registro y la presentación de documentos.

Artículo 115: Cada comisión que convoque a audiencia pública abrirá un registro en el cual se inscribirán todos aquellos ciudadanos y organismos que deseen hacer uso de la palabra en el transcurso de la misma y/o presentar los documentos que consideren relevantes sobre el tema a tratarse. La comisión entregará constancia de la inscripción como parte en la audiencia y de recepción de la documentación. Asimismo a todos aquellos que lo soliciten, se les proporcionará copia de los expedientes vinculados al tema que vaya a tratarse.

Artículo 116: El Registro funcionará durante los doce días previos a la celebración de la audiencia y finalizará cuarenta y ocho horas antes de la realización de ésta. La inscripción al registro es libre y gratuita pudiendo anotarse en éste toda persona física u organismo no gubernamental, que declare su domicilio real e invoque intereses particulares, difusos o colectivos, relacionados con el tema a tratarse.

Artículo 117: La comisión organizará un archivo donde se agregarán todos los documentos, estudios, informes, propuestas y opiniones aportados por los participantes y técnicos consultados. El archivo estará a disposición de la ciudadanía para su consulta en la sede de la comisión.

Artículo 118: La audiencia pública se realizará en el ámbito de las dependencias del Senado o en su defecto, si las circunstancias así lo requieren, en un sitio de fácil acceso en atención al interés del caso. La audiencia se realizará en fecha y hora que no coincida con los previstos para la realización de sesiones de la Cámara.

Artículo 119: La comisión que realiza la audiencia una vez cerrado el registro, establecerá: a. Tiempo de exposición previsto para

---

---

cada orador. Solamente las personas registradas pueden realizar intervenciones orales y contarán todas con el mismo tiempo para hacerlo; b. Un coordinador que dirija las intervenciones de los participantes y facilite el desarrollo de la audiencia; c. La oportunidad y modo para incorporar por lectura los documentos presentados; d. El tiempo de duración de la audiencia.

Artículo 120: Una vez cumplidos los términos del artículo precedente, la comisión confeccionará el orden del día, el que estará a disposición de los interesados veinticuatro horas antes e incluirá: a. Una nómina de los participantes inscriptos en el registro; b. Una breve descripción de la documentación, informes, estudios o propuestas presentados; c. Orden y tiempo previstos para el desarrollo de todas y cada una de las exposiciones; d. Nombre y cargo de quienes presidirán y coordinarán la audiencia.

Artículo 121: El presidente de la audiencia tiene amplias facultades para presidir y cuidar el buen orden y desarrollo de ésta, y puede: a. Disponer la interrupción, suspensión, prórroga o postergación de la audiencia, así como su reapertura o continuación cuando lo estime conveniente; b. Expulsar de la sala, con ayuda de la policía del cuerpo, si lo considera necesario, a cualquier persona que altere el normal desarrollo de la audiencia; c. Decidir sobre la pertinencia de las interrupciones solicitadas por el público; d. Designar un coordinador que lo asista en la facilitación del desarrollo de la audiencia.

Artículo 122: En todas las audiencias públicas se realizará un registro taquigráfico de las intervenciones, el cual estará disponible para todos los interesados en la sede de cada comisión.

Artículo 123: Finalizadas las intervenciones de los participantes, el presidente dará por concluida la audiencia pública. A los fines de dejar debida constancia se labrará un acta la que será suscripta por el secretario de la comisión, el presidente y por todos los participantes y expositores registrados que quisieran hacerlo.

---

## **Bolivia**

### **Règlement général de la Chambre de députés (Reglamento General de la Cámara de Diputados)**

Artículo 50: Audiencias Públicas. Cada Comisión o Comité destinará una de sus sesiones semanales a la realización de Audiencias Públicas, en las que las ciudadanas o ciudadanos o representantes de instituciones puedan hacer conocer sus planteamientos en torno a asuntos legislativos, de fiscalización o de gestión.

---

## **Chili**

### **Règlement de la Chambre des députés du Chili (Reglamento de la Cámara de Diputados de Chile)**

Artículo 224: Las comisiones permanentes, en coordinación con la Mesa, deberán establecer un sistema de relación con la ciudadanía a través de jornadas temáticas. Cada comisión podrá realizar dos jornadas dentro de cada período legislativo, con el objeto de desarrollar uno o varios temas de interés e interactuar con los ciudadanos relacionados con la temática en cuestión. Este sistema será canalizado a través de la Comisión de Régimen Interno y Administración.

---

---

## Paraguay

### Résolution N° 579 de la Chambre des sénateurs (Resolución N° 579 de la Cámara de Senadores)

Artículo 1: El presente Reglamento tiene por objeto regular el Procedimiento Legislativo de Audiencias Públicas de la Honorable Cámara de Senadores, estableciendo el marco general para su desarrollo, siendo definida como un mecanismo de consulta legislativa y una instancia de participación Ciudadana en el estudio y análisis de propuestas legislativas.

Artículo 2: El procedimiento se regirá por los principios de participación, igualdad, publicidad, oralidad, pluralidad y debido proceso.

Artículo 3: Podrá ser tratado en audiencia pública, cualquier proyecto de ley que se encuentre en estudio en la Honorable Cámara de Senadores, independientemente a su origen, naturaleza o estadio procesal. También podrá ser tratado cualquier otro tema que sea de interés público y amerite la participación legislativa y ciudadana.

Artículo 4: El presente Reglamento será de aplicación en las Audiencias Públicas convocadas por todas las Comisiones Asesoras Permanentes, las Comisiones Especiales transitorias, los senadores proyectistas o cualquiera de los senadores interesados en un tema particular.

Artículo 5: Las Audiencias Públicas se enmarcan en un modelo de gestión legislativa de transparencia, en concordancia a los principios consignados en el artículo 2° de este reglamento, como medio idóneo para que todo aquel que pueda verse afectado o tenga un interés particular o general sobre determinado tema, proyecto o materia, exprese su opinión. La finalidad de las Audiencias Públicas es garantizar la participación de los ciudadanos y debatir en forma transparente y pública las distintas opiniones, propuestas, experiencias, conocimientos e informaciones, las que una vez meritadas y debidamente consideradas contribuirán a mejorar la calidad de la decisión a adoptar.

Artículo 6: Será parte todo aquel que invoque un derecho subjetivo, un interés legítimo y/o difuso. En particular, ciudadanos, organizaciones no gubernamentales, organismos o autoridades públicas nacionales, departamentales y/o municipales. Los participantes pueden actuar en forma personal o a través de sus representantes y, en caso que corresponda, con patrocinio de abogado.

Artículo 7: Todas las personas interesadas podrán participar de las audiencias públicas con la única limitación del espacio físico del recinto en el cual sea realizada. Tendrán prioridad de acceso todos aquellos que se inscriban previamente como interesados, de acuerdo con los plazos y procedimientos previstos en este reglamento.

Artículo 8: La dependencia institucional responsable de la organización y coordinación de las Audiencias Públicas es la Oficina de Atención a la Ciudadanía (OAC), quien, en coordinación con los convocantes, determinará el lugar de celebración de la Audiencia

---

---

Pública, la fecha y hora más conveniente, así como la duración del cronograma propuesto y el listado de invitados.

Artículo 9: La convocatoria a las Audiencias Públicas se publicará con antelación de al menos cinco días hábiles, de forma a contribuir a la mejor organización del evento, y deberá contener como mínimo la siguiente información: a) Objeto de la Audiencia Pública; b) Fecha, hora y lugar de realización; c) Lugar y horario para tomar vista del expediente, inscribirse para ser parte, así como para presentar cualquier documentación que se considere pertinente; d) Breve explicación del procedimiento; e) Plazo para la inscripción de los participantes; f) Autoridades convocantes de la Audiencia Pública; g) Datos sobre teléfonos o direcciones de contacto.

Artículo 10: La publicación deberá ser hecha en al menos un diario impreso de circulación masiva, así como a través de los medios de comunicación digitales oficiales de la Cámara de Senadores. La OAC coordinará la política de Comunicación y las acciones tendientes a la difusión de las Audiencias Públicas con la Dirección General de Comunicación.

Artículo 11: Se instrumentará un Expediente de la Audiencia Pública. El mismo se iniciará con la convocatoria e incluirá todas las actuaciones que se realicen en el marco del proceso. Copia de los antecedentes incluidos en el expediente estará a disposición de los interesados para su consulta en el transcurso de la etapa preparatoria, en el lugar que defina la OAC. Una vez concluida la Audiencia Pública, el acta y otras documentaciones conclusivas serán incorporadas a este expediente, que será remitido para su guarda y archivo a cargo de la Secretaría General de la institución.

Artículo 12: Las personas físicas o jurídicas, organizaciones no gubernamentales, organismos públicos o autoridades que soliciten participar en la Audiencia Pública deberán cumplir los siguientes requisitos: a) Presentar documento de identificación; b) Inscribirse en el Registro habilitado a tal efecto; c) Informar si actúan en representación cuyo caso deberán acreditar la representación invocada con documento que lo avale; d) Suscribir recibo del reglamento y pautas de participación, sometiéndose a las mismas.

Artículo 13: A fines de mejor organización, si algún participante dese 3 presentar alguna documentación o consideraciones escritas relacionadas a algún tema a ser tratado en Audiencia Pública, únicamente podrá hacerlo de forma previa, hasta una hora antes del horario fijado para el inicio, mediante nota dirigida a la máxima autoridad institucional, en la que se fundamente la presentación. No se recibirá ningún documento escrito durante la realización de la Audiencia.

Artículo 14: La inscripción de los participantes podrá efectuarse desde la fecha de publicación de la convocatoria, hasta dos días hábiles antes de la realización de la Audiencia Pública.

Artículo 15: La OAC, en coordinación con los convocantes, designará un moderador, que será el encargado de dirigir y ordenar el acto, así como de garantizar el cumplimiento de este reglamento y de las pautas de participación, facilitando la intervención de todos los asistentes interesados. Las facultades del Moderador de la Audiencia serán: a) Informar a los participantes sobre este reglamento y las pautas y criterios de intervención; b) Conceder la palabra de acuerdo con el orden de inscripción previamente establecido; c) Intervenir cuando los oradores superen el tiempo establecido para la alocución o cuando se generen diálogos o

---

---

debates entre los participantes; d) Ampliar excepcionalmente el tiempo de las alocuciones, cuando lo considere necesario; e) Formular las preguntas que considere necesarias, a efectos de esclarecer las posiciones de las partes, de forma a ser correctamente consignadas en el acta; f) Disponer, excepcionalmente, a pedido de los organizadores, la "modificación del cronograma establecido, siempre en atención al mejor uso del tiempo y de los recursos; g) En caso de desorden, recurrir al auxilio de la seguridad interna institucional, a fin de asegurar el normal desarrollo de la Audiencia Pública; h) Decidir sobre la pertinencia de intervenciones de expositores no registrados, atendiendo al buen procedimiento.

Artículo 16: Todas las intervenciones de las partes se realizarán por medio oral. No se admitirán presentaciones escritas adicionales a las efectuadas antes del inicio de la audiencia.

Artículo 17: El moderador de la Audiencia Pública dará comienzo al acto, y explicará los objetivos de la convocatoria y las reglas que deberán cumplir todos los asistentes. Luego invitará a que se lleve a cabo la exposición del proyecto por parte de los convocantes, o en su defecto, sea brevemente presentado el tema, hecho, acto o circunstancia que motiva la audiencia.

Artículo 18: Una vez presentado el proyecto, o expuesto el tema objeto de la audiencia, el moderador dará lugar a los participantes inscriptos en el Registro para efectuar sus presentaciones, acordando al efecto tiempos iguales para cada uno, pudiéndose fijar un tiempo adicional para réplicas.

Artículo 19: Las personas que asisten a la Audiencia Pública y no se hayan inscripto en el Registro, pueden participar únicamente mediante la formulación de preguntas por escrito. Los organizadores podrán resolver ampliar el Registro de los Participantes con la inclusión de los presentes que manifiesten deseo de opinar. En todos los casos, se respetará el orden de inscripción.

Artículo 20: Concluidas las intervenciones orales, se dará por terminada la Audiencia Pública. Se labrará un Acta que deberá ser reubicada por tres participantes. Asimismo, podrán suscribirla todos aquellos interesados en hacerlo. En la misma, constará: 1) Fecha y Lugar; 2) Participantes; 3) Registro de consultas; 4) Registro de Respuestas; 5) Ponencias presentadas; 6) Todo otro dato de interés, que fuere necesario incluir. El acta quedará a disposición de todos los interesados en las oficinas de la OAC.

Artículo 21: Todo lo propuesto en las Audiencias Pública no tiene carácter vinculante en la relación al trabajo y al dictamen de las Comisiones Asesoras Permanentes u otras dependencias. De este carácter, no vinculante, informará el moderador al momento del inicio, como de la conclusión del acto, así como de la posibilidad de acceder a las copias del acta de la audiencia, de acuerdo con lo establecido en el artículo anterior.

Artículo 22: La Honorable Cámara de Senadores será responsable de prever los recursos destinados a la realización de las Audiencias Públicas, dentro del presupuesto institucional contenido en el Presupuesto General de la Nación, así como de prever, mediante las Direcciones competentes, la realización de los procesos orientados a la contratación de bienes y servicios requeridos para el apoyo logístico de estas actividades.

Artículo 23: En un plazo no mayor a diez días hábiles posteriores a la culminación de la audiencia, la OAC elaborará un informe

---

---

final sobre todo lo actuado y tratado, como documento conclusivo, que será incorporado al expediente que señala el artículo 11 del presente, previa remisión para su guarda y archivo en Secretaría General.

Artículo 24: Este informe final deberá ser difundido, a través de la página oficial de la institución, mediante un espacio destinado al efecto.

---

## Venezuela

### Règlement interne et de débat de l'Assemblée nationale (Reglamento Interior y de Debates de la Asamblea Nacional)

Artículo 45: Las comisiones permanentes, de conformidad con los cronogramas aprobados por mayoría de sus miembros, realizarán las consultas públicas a las leyes y materias de sus competencias, a través del parlamentarismo social de calle, asambleas en las comunidades, foros, talleres y demás mecanismos de participación; en coordinación con los consejos comunales y otras formas de organización del Poder Popular. Se reunirán por convocatoria de su Presidente o Presidenta, o en su ausencia por el Vicepresidente o Vicepresidenta, por lo menos dos veces al mes, en las sedes de las comisiones permanentes. Las reuniones de las comisiones y subcomisiones serán públicas, salvo cuando por mayoría absoluta de sus miembros presentes se resuelva el carácter secreto de las mismas. Los ciudadanos y ciudadanas, a título personal, o como voceros o voceras de organizaciones comunitarias podrán participar en las comisiones y subcomisiones en calidad de invitados o invitadas, observadores u observadoras, previa aprobación de la mayoría de los diputados y diputadas de la Comisión.

Artículo 127: La Asamblea Nacional estimulará la participación popular con el objeto de consolidar la condición de pueblo legislador, de acuerdo a lo siguiente: [...] 2. Promoviendo la constitución, por iniciativa popular, de los comités de legislación en los sistemas de agregación comunal, como instancias de articulación entre el Poder Popular y la Asamblea Nacional, para el fortalecimiento del parlamentarismo social de calle y el desarrollo del pueblo legislador [...] 4. Propiciando las asambleas de ciudadanos y ciudadanas, así como los procesos de consulta popular y el referendo, en los términos que consagran la Constitución de la República y la ley.

## 4. Désignation de citoyennes ou de citoyens en tant que membres du parlement ou d'une commission

### Amérique centrale

---

#### **Belize**      [Constitution de Belize \(Belize Constitution\)](#)

Article 61: (1) Subject to subsection (2), the Senate shall consist of thirteen members (in this Constitution referred to as “Senators”) who shall be appointed by the Governor-General in accordance with the provisions of this section [...](c) one shall be appointed by the Governor General, acting in accordance with the advice of the Belize Council of Churches and Evangelical Association of Churches; (d) one shall be appointed by the Governor General, acting in accordance with the advice of the Belize Chamber of Commerce and Industry and the Belize Business Bureau; and (e) one shall be appointed by the Governor General, acting in accordance with the advice of the National Trade Union Congress and the Civil Society Steering Committee; (f) one shall be appointed by the Governor General, acting in accordance with the advice of the non-governmental organisations.

#### **Costa Rica**      [Règlement de l'Assemblée législative du Costa Rica \(Reglamento de la Asamblea Legislativa de Costa Rica\)](#)

Artículo 91: La moción que solicite crear una comisión, de conformidad con el inciso 23) del artículo 121 de la Constitución Política, deberá indicar el número de diputados que la integran. Las comisiones que nombre la Asamblea para estudiar un asunto determinado o el cumplimiento de una misión, estarán formadas por tres, cinco, siete o nueve diputados. Además de los diputados, otras personas que no sean legisladores podrán formar parte de esas comisiones, cuando fuere necesario. En su carácter de asesores, tendrán derecho a voz pero no a voto. En este caso se denominarán Comisiones Especiales Mixtas. Los asesores devengarán la dieta indicada para los Diputados.

### Caraïbes

---

#### **Grenade**      [La constitution de la Grenade \(The Grenada Constitution Order\)](#)

Article 24: (1) the Senate shall consist of thirteen members (in this Constitution referred to as “Senators”) who shall be appointed by the Governor-General in accordance with this section [...] three shall be appointed by the Governor-General, acting in accordance with the advice of the Prime Minister after the Prime Minister has consulted the organizations or interests which the Prime Minister considers the Senators should be selected to represent.

## Amérique du Sud

---

Guyane

[Constitution de la République coopérative de la Guyane \(Constitution of the Co-operative Republic of Guyana Act\)](#)

Article 212B: (1) The Ethic Relations Commission shall consist of – (a) not less than five members nominated by entities, by a consensual mechanism determined by the National Assembly, including entities, representatives of religious bodies, the labour movement, the private business sector, youth and women, after the entities are determined by the votes not less than two – thirds of all elected members of the National Assembly.



## 5. Autres mécanismes

### Hiérarchisation d'initiatives législatives

---

#### République dominicaine

##### Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)

Artículo 46: Presentación propuestas para la lista. En los primeros diez días del mes de enero el Presidente de la Cámara invitará a los presidentes de comisiones legislativas, a los legisladores, al Poder Ejecutivo, a la Suprema Corte de Justicia, a la Junta Central Electoral y a la ciudadanía, a presentar sus propuestas para la confección de la lista de iniciativas priorizadas. Para ser ponderadas, estas propuestas deben ser entregadas a más tardar el treinta de enero.

##### Règlement du Sénat de la République (Reglamento del Senado de la República)

Artículo 145: Modalidad de integración.- En los primeros quince días del mes de enero, el Presidente del Senado invitará a los presidentes de comisiones, legisladores, Poder Ejecutivo, Suprema Corte de Justicia y Junta Central Electoral y a los ciudadanos, a presentar sus propuestas para la elaboración de la Agenda Legislativa Priorizada. Para ser ponderadas, estas propuestas deben ser entregadas antes de iniciar la Primera Legislatura Ordinaria del año calendario.

Artículo 146: Participación de la sociedad civil.- Para la conformación de la agenda legislativa priorizada, también se tomarán en cuenta las propuestas presentadas por sectores de la sociedad civil, siempre y cuando, al menos un senador, las haga suyas y las presente dentro del plazo reglamentario.

### Consultations populaires de projets de loi

---

#### Argentine

##### Constitution de la Nation argentine (Constitución de la Nación Argentina)

Artículo 40: El Congreso, a iniciativa de la Cámara de Diputados, podrá someter a consulta popular un proyecto de ley. La ley de convocatoria no podrá ser vetada. El voto afirmativo del proyecto por el pueblo de la Nación lo convertirá en ley y su promulgación será automática. El Congreso o el presidente de la Nación, dentro de sus respectivas competencias, podrán convocar a consulta popular no vinculante. En este caso el voto no será obligatorio. El Congreso, con el voto de la mayoría absoluta de la totalidad de los miembros de cada Cámara, reglamentará las materias, procedimientos y oportunidad de la consulta popular.

## Consultations pré-législatives

---

### Équateur Constitution de la République de l'Équateur (Constitución de la República del Ecuador)

Artículo 57: Se reconoce y garantizará a las comunas, comunidades, pueblos y nacionalidades indígenas, de conformidad con la Constitución y con los pactos, convenios, declaraciones y demás instrumentos internacionales de derechos humanos, los siguientes derechos colectivos: [...] 17. Ser consultados antes de la adopción de una medida legislativa que pueda afectar cualquiera de sus derechos colectivos.<sup>1</sup>

## Travail parlementaire dans les circonscriptions

---

### Bolivie Règlement général de la Chambre des députés (Reglamento General de la Cámara de Diputados)

Artículo 23: Derechos Parlamentarios. Las Diputadas y Diputados Nacionales, en el ejercicio de sus funciones parlamentarias, tendrán los siguientes derechos: [...] g) Derecho de Relacionamento Ciudadano: Las Diputadas y Diputados podrán conformar plataformas ciudadanas en sus circunscripciones, para generar procesos de relacionamiento y coordinación con la sociedad civil, al efecto contarán con oficinas y personal.

Artículo 61: Atribuciones y Obligaciones de la Presidencia de la Brigada Departamental. La Presidencia de la Brigada Departamental cumplirá las siguientes funciones: a) Coordinar las actividades parlamentarias de orden departamental, promoviendo y desarrollando los regímenes autonómicos del Estado. b) Hacer seguimiento de las reuniones que deben efectuar periódicamente, las Brigadas Departamentales. c) Propiciar eventos (seminarios, talleres, foros) en los Departamentos para obtener una mejor información de los asuntos regionales. d) Coordinar las acciones que las Brigadas puedan interponer ante los otros Órganos del Estado. e) Hacer seguimiento de los asuntos de interés regional que se encuentren en trámite en las Comisiones. f) Coordinar con los órganos legislativos subnacionales correspondientes.

### Règlement général de la Chambre des sénateurs (Reglamento General de la Cámara de Senadores)

Artículo 66: Constitución. Las Senadoras y los Senadores electos por un mismo Departamento forman parte de la Brigada Departamental. Esta se constituye como instancia de coordinación y trabajo conjunto entre Asambleístas de ambas Cámaras, Titulares y Suplentes, en beneficio del Departamento al que representan. La conformación y atribuciones de las Brigadas

---

<sup>1</sup> L'Assemblée nationale a mis a disposition des instructions pour la mise en oeuvre de consultations pré-législatives, retrouvés à ce lien: [http://www.asambleanacional.gob.ec/es/contenido/regulaciones\\_y\\_procedimientos\\_internos](http://www.asambleanacional.gob.ec/es/contenido/regulaciones_y_procedimientos_internos)

---

departamentales, se establecerá conforme a lo dispuesto por Reglamento Específico.

Artículo 68: Actividades en las Brigadas Departamentales. Las Senadoras y Senadores, Titulares y Suplentes, mientras no fuesen convocadas y convocados a sesiones plenarias o de Comisión deberán realizar actividades de socialización de leyes, audiencias públicas, talleres, encuentros con organizaciones sociales y de la sociedad civil y otras actividades, que posibiliten mayor participación y deliberación ciudadana, conforme al Reglamento específico.

---

## **Pérou**

### **Règlement du Congrès de la République (Reglamento del Congreso de la República)**

Artículo 23: Los Congresistas tienen la obligación: [...] f) De mantenerse en comunicación con los ciudadanos y las organizaciones sociales con el objeto de conocer sus preocupaciones, necesidades y procesarlas de acuerdo a las normas vigentes, para lo cual se constituyen cinco días laborables continuos al mes en la circunscripción electoral de procedencia, individualmente o en grupo. Asimismo, deben atender las denuncias debidamente sustentadas y documentadas de la población, fiscalizar a las autoridades respectivas y contribuir a mediar entre los ciudadanos y sus organizaciones y los entes del Poder Ejecutivo, informando regularmente sobre su actuación parlamentaria. Esta norma no promueve la realización de actos destinados a conseguir privilegios para ninguna persona o grupo. Para el cumplimiento de esta obligación, los titulares de las entidades de la administración pública, dentro del marco de la ley, brindan las facilidades del caso, bajo responsabilidad.

## **Participation citoyenne dans la désignation d'autorités par le parlement**

---

## **Argentine**

### **Règlement de la Chambre des députés (Reglamento de la Cámara de Diputados)**

Artículo 22 ter: Los pliegos enviados por el Poder Ejecutivo solicitando acuerdo para la designación de los jueces y conjuces de la Corte Suprema de Justicia, de magistrados del Poder Judicial de la Nación y del Ministerio Público deben ser sometidos al procedimiento de audiencia pública, previsto en el capítulo IV del título VIII.

Artículo 123 bis: La publicidad a que hace referencia el artículo 22 bis en el sitio de Internet de la Cámara debe contener: a) reproducción del mensaje del Poder Ejecutivo; b) plazo para presentar las preguntas para la audiencia pública y observaciones a las calidades y méritos del aspirante propuesto, de conformidad con el artículo 22; c) recaudos formales que deben contener las presentaciones; d) día, hora y lugar de realización de la audiencia pública y e) cualquier otra información que resulte relevante de acuerdo con las circunstancias del caso. La publicación a través del Boletín Oficial y de los diarios debe detallar: a) nombre del aspirante y cargo para el cual ha sido propuesto; b) plazo para presentar las preguntas para la audiencia pública y las observaciones a las calidades y méritos del aspirante propuesto, con cita de la norma reglamentaria que determina los requisitos que debe reunir la presentación de los particulares y; c) día, hora y lugar de realización de la audiencia pública. Toda prórroga de

---

---

la audiencia pública deberá ser difundida por los mismos medios de comunicación.

Artículo 123 ter: En el término establecido en el artículo 22, la comisión de Acuerdos debe abrir un registro a fin de poder recepcionar las observaciones que cualquier persona quiera formular respecto de las calidades y méritos de los aspirantes cuyo acuerdo haya ido solicitado por el Poder Ejecutivo. Las presentaciones efectuadas estarán a disposición de todos aquellos que quieran consultarlas en la sede de la comisión.

Artículo 123 quater: Las presentaciones que se efectúan observando las calidades y méritos de los aspirantes propuestos deben contener: a) los datos personales del presentante: nombre, apellido, nacionalidad, ocupación, domicilio, estado civil y fotocopia de su documento nacional de identidad. Si el presentante es funcionario público o representante de una asociación o colegio profesional, debe consignar además, el cargo que ocupa. En caso de tratarse de personas jurídicas, se deben acompañar también los instrumentos necesarios a fin de acreditar la personería; b) la exposición fundada por escrito de las observaciones formuladas a las calidades y méritos del aspirante cuyo acuerdo haya sido solicitado por el Poder Ejecutivo; c) la indicación de la prueba que dé sustento a sus afirmaciones, acompañando la documental que obre en su poder y d) todas las preguntas que quiera le sean efectuadas al interesado durante la audiencia pública. En ningún caso se aceptarán observaciones o preguntas que tengan algún contenido discriminatorio.

Artículo 123 septies: El día indicado se realizará la audiencia pública en una sola sesión o de no ser posible, en días sucesivos. Durante su transcurso, serán leídas las observaciones presentadas que fueron declaradas admisibles y la presentación hecha por el interesado contestando aquéllas. Las preguntas que se hayan presentado deben ser formuladas por el presidente de la comisión o por quien designen sus miembros en caso de ausencia o impedimento de éste. De todas las audiencias públicas se realizará un registro taquigráfico, el cual estará disponible para los interesados en la sede de la comisión.

Artículo 123 octies: Cuando lo estime conveniente, la comisión de Acuerdos podrá acumular en una misma audiencia pública, el tratamiento de distintos pedidos de acuerdo.

Artículo 123 novies: La comisión de Acuerdos comunicará a todos los senadores el lugar, día y hora de realización de la audiencia pública.

Artículo 123 decies: Finalizada la audiencia pública, la comisión de Acuerdos debe producir dictamen fundado, a la mayor brevedad posible, aconsejando hacer lugar o rechazar el pedido de acuerdo solicitado por el Poder Ejecutivo.

---

## Mexique

### Constitution politique des États unis mexicains (Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos)

Artículo 6: [...] VIII. La Federación contará con un organismo autónomo, especializado, imparcial, colegiado, con personalidad jurídica y patrimonio propio, con plena autonomía técnica, de gestión, capacidad para decidir sobre el ejercicio de su presupuesto

---

y determinar su organización interna, responsable de garantizar el cumplimiento del derecho de acceso a la información pública y a la protección de datos personales en posesión de los sujetos obligados en los términos que establezca la ley [...]El organismo garante se integra por siete comisionados. Para su nombramiento, la Cámara de Senadores, previa realización de una amplia consulta a la sociedad, a propuesta de los grupos parlamentarios, con el voto de las dos terceras partes de los miembros presentes, nombrará al comisionado que deba cubrir la vacante, siguiendo el proceso establecido en la ley.

### **Loi fédérale sur la transparence et l'accès à l'information publique (Ley Federal de Transparencia y Acceso a la Información Pública)**

**Artículo 18:** El Instituto estará integrado por siete Comisionados; para su nombramiento, la Cámara de Senadores, previa realización de una amplia consulta a la sociedad, a propuesta de los grupos parlamentarios y con el voto de las dos terceras partes de los miembros presentes, nombrará al Comisionado que deba cubrir la vacante; garantizando la imparcialidad, independencia y transparencia del proceso.

**Artículo 19:** Para el nombramiento de las y los Comisionados del Instituto, el Senado de la República deberá emitir una convocatoria, con el objeto de realizar una amplia consulta pública nacional dirigida a toda la sociedad en general, para que presenten sus postulaciones de aspirantes a ocupar el cargo.

**Artículo 20:** El Senado de la República, deberá acordar el procedimiento que se deba llevar a cabo, los plazos que se deban cumplir y en general todos los pormenores del proceso de selección; en donde deberá considerar al menos las siguientes características: I. Acordar el método de registro y evaluación de los aspirantes; II. Hacer pública la lista de las y los aspirantes a Comisionada o Comisionado; III. Hacer públicos los documentos que hayan sido entregados para su inscripción en versiones públicas; IV. Hacer público el cronograma de audiencias; V. Podrán efectuarse audiencias públicas en las que se invitará a participar a investigadores, académicos y a organizaciones de la sociedad civil, especialistas en las materias de acceso a la información, transparencia, datos personales, fiscalización y rendición de cuentas, y VI. El dictamen que se presente al Pleno a propuesta de los grupos parlamentarios, deberá hacerse público al menos un día antes de su votación.

**Artículo 53:** El Instituto tendrá un Consejo Consultivo, integrado por diez consejeros honoríficos que durarán en su encargo siete años. Para su nombramiento, la Cámara de Senadores, previa realización de una amplia consulta a la sociedad, con el voto de las dos terceras partes de sus miembros presentes, nombrará al consejero que deba cubrir la vacante. Anualmente serán sustituidos los dos consejeros de mayor antigüedad en el cargo, salvo que fuesen propuestos y ratificados para un segundo periodo [...] En la integración del Consejo Consultivo se deberá garantizar la igualdad de género y la inclusión de personas con experiencia en las materias de esta Ley y en derechos humanos, provenientes de organizaciones de la sociedad civil y la academia. La Cámara de Senadores establecerá el procedimiento para que el nombramiento de los consejeros se realice considerando, además de los elementos señalados en este artículo, que el método de proposición y designación sea transparente. Dicho procedimiento deberá contemplar la realización de una amplia consulta a la sociedad a través de una convocatoria pública dirigida a instituciones académicas, de investigación, asociaciones, colegios de profesionales y la sociedad

---

en general, para que ciudadanas y ciudadanos mexicanos sean propuestos para ocupar alguno de los cargos honoríficos de consejero y se realizará en los términos del artículo 20 de esta Ley.



Secrétariat international de ParlAmericas

710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada

Téléphone: + 1 (613) 594-5222 | Fax: + 1 (613) 594-4766

[www.parlamericas.org](http://www.parlamericas.org) | [info@parlamericas.org](mailto:info@parlamericas.org)

